

Vu l'avis 45.608/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 12 de l'arrêté royal du 7 juillet 2003 portant le statut de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 8^o, les mots « 42 et 44 » sont remplacés par les mots « 42 à 44 »;

b) le 10^o est remplacé par ce qui suit :

« 10^o être considéré apte suite à une évaluation de santé préalable par le conseiller en prévention-médecin du travail, comme prévu dans la loi du 28 janvier 2003 relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail et dans l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs. »

Art. 2. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et le ministre qui a la Défense dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 janvier 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
S. VANACKERE

Le Ministre de la Défense,
P. DE CREM

Gelet op advies 45.608/4 van de Raad van State, gegeven op 5 januari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 12 van het koninklijk besluit van 7 juli 2003 houdende het statuut van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 8^o worden de woorden « 42 en 44 » vervangen door de woorden « 42 tot 44 »;

b) de bepaling onder 10^o wordt vervangen als volgt:

« 10^o geschikt bevonden worden ingevolge een voorafgaande gezondheidsbeoordeling door de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer, zoals voorzien in de wet van 28 januari 2003 betreffende de medische onderzoeken die binnen het kader van de arbeidsverhoudingen worden uitgevoerd en in het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers. »

Art. 2. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken en de Minister bevoegd voor Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 januari 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE

De Minister van Landsverdediging,
P. DE CREM

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2009 — 563

[2009/200266]

Extrait de l'arrêt n° 11/2009 du 21 janvier 2009

Numéros du rôle : 3194 et 3195

En cause : les recours en annulation totale ou partielle du décret de la Communauté flamande du 30 avril 2004 modifiant le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, introduits par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goey, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 décembre 2004 et parvenue au greffe le 10 décembre 2004, le Gouvernement de la Communauté française a introduit un recours en annulation du paragraphe 2^{ter} de l'article 4 du décret de la Communauté flamande du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, tel qu'il a été inséré par le décret du 30 avril 2004 (publié au *Moniteur belge* du 9 juin 2004).

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 décembre 2004 et parvenue au greffe le 10 décembre 2004, le Gouvernement wallon a introduit un recours en annulation du décret de la Communauté flamande du 30 avril 2004 modifiant le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, et, à tout le moins, en annulation partielle de l'article 4 de ce décret du 30 mars 1999, tel qu'il a été modifié par le décret du 30 avril 2004 (publié au *Moniteur belge* du 9 juin 2004).

Ces affaires, inscrites sous les numéros 3194 et 3195 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. Ainsi que la Cour l'a indiqué en B.11 de son arrêt 51/2006 du 19 avril 2006, il ressort des requêtes en annulation introduites par le Gouvernement de la Communauté française (affaire n° 3194) et par le Gouvernement wallon (affaire n° 3195) qu'en ce qu'ils allèguent l'existence d'une discrimination à l'égard d'une catégorie de travailleurs, les moyens sont dirigés contre l'article 4, § 2^{ter}, du décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, inséré par l'article 2 du décret du 30 avril 2004, qui dispose :

« § 2^{ter}. Toute personne qui n'habite pas en Belgique et à laquelle s'applique en vertu de son propre droit et pour l'emploi dans la région de langue néerlandaise, le régime de sécurité sociale en Belgique sur base des règles d'assignation du règlement (CEE) n° 1408/71, doit être affiliée à une caisse d'assurance soins agréée par le présent décret. Les dispositions du présent décret relatives aux personnes visées au § 1^{er} s'appliquent par analogie.

Toute personne qui n'habite pas en Belgique et à laquelle s'applique en vertu de son propre droit et pour l'emploi dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le régime de sécurité sociale en Belgique sur base des règles d'assignation du règlement (CEE) n° 1408/71, peut s'affilier volontairement à une caisse d'assurance soins agréée par le présent décret. Les dispositions du présent décret relatives aux personnes visées au § 2, s'appliquent par analogie ».

Quant aux moyens

B.2.1. Le Gouvernement de la Communauté française prend un premier moyen de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, lus isolément et en combinaison avec les articles 18, 39 et 43 du Traité C.E. ainsi qu'avec les articles 2, 3, 13, 18, 19, 20, 25 et 28 du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, en ce que le paragraphe 2^{ter} de l'article 4 du décret du 30 mars 1999, inséré par l'article 2 du décret attaqué, subordonne l'application du régime décretaal à la condition que ces personnes « n'habitent pas en Belgique » et exclut, dès lors, de ce régime, des personnes qui « habitent en Belgique » et exercent leur emploi en région de langue néerlandaise.

Il est allégué, dans une première branche du moyen, que la juxtaposition, dans le décret, d'une compétence territoriale en fonction du lieu de résidence et du lieu d'exercice d'une activité professionnelle constituerait un frein à la libre circulation des personnes, et en particulier des travailleurs concernés par le deuxième critère et entraînerait une discrimination.

Dans une seconde branche du moyen, le Gouvernement de la Communauté française soutient que les dispositions attaquées emporteraient une discrimination à rebours à l'égard des ressortissants nationaux qui travaillent en région de langue néerlandaise et qui, ayant fait usage de leur droit à la libre circulation, ont quitté un Etat membre étranger où ils résidaient pour se domicilier en Belgique, en dehors de la région de langue néerlandaise et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, perdant de ce fait le bénéfice de l'assurance soins.

B.2.2. Dans la première branche de son deuxième moyen, qui est pris, entre autres, de la violation des articles 10, 11, 23, alinéa 3, 1^o, et 191 de la Constitution, le Gouvernement de la Communauté française fait valoir que deux types de discrimination découlent de l'article attaqué : entre les personnes qui exercent une activité sur le territoire de la région de langue néerlandaise ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, d'une part, en ce que seules celles qui n'habitent ni en région de langue néerlandaise, ni en région bilingue de Bruxelles-Capitale, ni hors du Royaume, sont exclues du régime décretaal et, d'autre part, en ce qu'un régime préférentiel est consenti aux étrangers qui exercent une activité « en région de langue néerlandaise ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui bénéficient de ce fait, du système de sécurité sociale belge », par rapport aux personnes « qui habitent le Royaume, en dehors de la région de langue néerlandaise et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, tout en travaillant aussi dans l'une de ces deux régions ».

Le troisième moyen du Gouvernement wallon est, lui aussi, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.2.3. Les différents moyens pris de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination critiquent en substance les termes « qui n'habite pas en Belgique » utilisés dans la disposition entreprise, d'où il découle que les personnes qui habitent en Belgique, mais en dehors de la région de langue néerlandaise ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, sont exclues du régime de l'assurance soins, même lorsqu'elles exercent une activité professionnelle dans l'une de ces régions linguistiques.

B.2.4. Selon le Gouvernement de la Communauté française, la disposition concernée serait incompatible non seulement avec les articles 10 et 11 de la Constitution, mais également avec ces articles lus en combinaison avec plusieurs dispositions du droit communautaire européen ayant pour but de garantir la libre circulation des personnes.

B.3.1. Les articles 2, 3, 13, 18, 19, 20, 25 et 28 du règlement (CEE) n° 1408/71 visés au premier moyen de la requête introduite par le Gouvernement de la Communauté française disposent :

« Article 2 - Champ d'application personnel

1. Le présent règlement s'applique aux travailleurs qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou de plusieurs des Etats membres et qui sont des ressortissants de l'un des Etats membres ou bien des apatrides ou des réfugiés résidant sur le territoire d'un des Etats membres, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

2. En outre, le présent règlement s'applique aux survivants des travailleurs qui ont été soumis à la législation de l'un ou de plusieurs des Etats membres, quelle que soit la nationalité de ces travailleurs, lorsque leurs survivants sont des ressortissants de l'un des Etats membres ou bien des apatrides ou des réfugiés résidant sur le territoire d'un des Etats membres.

3. Le présent règlement s'applique aux fonctionnaires et au personnel qui, selon la législation applicable, leur est assimilé, dans la mesure où ils sont ou ont été soumis à la législation d'un Etat membre à laquelle le présent règlement est applicable.

Article 3 - Egalité de traitement

1. Les personnes qui résident sur le territoire de l'un des Etats membres et auxquelles les dispositions du présent règlement sont applicables sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de celui-ci, sous réserve de dispositions particulières contenues dans le présent règlement.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables au droit d'élire les membres des organes des institutions de sécurité sociale ou de participer à leur désignation, mais ne portent pas atteinte aux dispositions de la législation des Etats membres en ce qui concerne l'éligibilité et les modes de désignation des intéressés à ces organes.

3. Le bénéfice des dispositions de conventions de sécurité sociale qui restent applicables en vertu de l'article 7, paragraphe 2, alinéa c), ainsi que des dispositions des conventions conclues en vertu de l'article 8, paragraphe 1, est étendu à toutes les personnes auxquelles s'applique le présent règlement, à moins qu'il n'en soit disposé autrement à l'annexe II ».

« Article 13 - Règles générales

1. Le travailleur auquel le présent règlement est applicable n'est soumis qu'à la législation d'un seul Etat membre. Cette législation est déterminée conformément aux dispositions du présent titre.

2. Sous réserve des dispositions des articles 14 à 17 :

a) le travailleur occupé sur le territoire d'un Etat membre est soumis à la législation de cet Etat, même s'il réside sur le territoire d'un autre Etat membre ou si l'entreprise ou l'employeur qui l'occupe a son siège ou son domicile sur le territoire d'un autre Etat membre;

b) le travailleur occupé à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat membre est soumis à la législation de cet Etat;

c) les fonctionnaires et le personnel assimilé sont soumis à la législation de l'Etat membre dont relève l'administration qui les occupe;

d) le travailleur appelé ou rappelé sous les drapeaux d'un Etat membre garde la qualité de travailleur et est soumis à la législation de cet Etat; si le bénéfice de cette législation est subordonné à l'accomplissement de périodes d'assurance avant l'incorporation ou après la libération du service militaire, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de tout autre Etat membre sont prises en compte, dans la mesure nécessaire, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation du premier Etat ».

« Article 18 - Totalisation des périodes d'assurance

1. L'institution compétente d'un Etat membre dont la législation subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance tient compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de tout autre Etat membre, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables au travailleur saisonnier, même s'il s'agit de périodes antérieures à une interruption d'assurance ayant excédé la durée admise par la législation de l'Etat compétent, à condition toutefois que le travailleur intéressé n'ait pas cessé d'être assuré pendant une durée supérieure à quatre mois.

[...]

Article 19 - Résidence dans un Etat membre autre que l'Etat compétent - Règles générales

1. Le travailleur qui réside sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat compétent et qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18, bénéficie dans l'Etat de sa résidence :

a) des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme s'il y était affilié;

b) des prestations en espèces servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, ces prestations peuvent être servies par cette dernière institution, pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent.

2. Les dispositions du paragraphe 1, alinéa a), sont applicables par analogie aux membres de la famille qui résident sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat compétent, pour autant qu'ils n'aient pas droit à ces prestations en vertu de la législation de l'Etat sur le territoire duquel ils résident.

Article 20 - Travailleurs frontaliers et membres de leur famille - Règles particulières

Le travailleur frontalier peut également obtenir les prestations sur le territoire de l'Etat compétent. Ces prestations sont servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme si le travailleur résidait dans celui-ci. Les membres de sa famille peuvent bénéficier des prestations en nature dans les mêmes conditions; toutefois, le bénéfice de ces prestations est, sauf en cas d'urgence, subordonné à un accord entre les Etats intéressés ou entre les autorités compétentes de ces Etats ou, à défaut, à l'autorisation préalable de l'institution compétente ».

« Article 25

1. Un travailleur en chômage auquel s'appliquent les dispositions de l'article 69, paragraphe 1, et de l'article 71, paragraphe 1, alinéa b), ii) deuxième phrase, et qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations en nature et en espèces, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18, bénéficie, pendant la durée prévue à l'article 69, paragraphe 1, alinéa c) :

a) des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution de l'Etat membre dans lequel il cherche un emploi, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme s'il y était affilié;

b) des prestations en espèces servies par l'institution compétente selon les dispositions de la législation qu'elle applique. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution de l'Etat membre dans lequel le chômeur cherche un emploi, les prestations peuvent être servies par cette institution pour le compte de la première, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent. Les prestations de chômage prévues à l'article 69, paragraphe 1, ne sont pas octroyées pendant la période de perception de prestations en espèces.

2. Un travailleur en chômage complet auquel s'appliquent les dispositions de l'article 71, paragraphe 1, alinéa a), ii), ou alinéa b), ii), première phrase, bénéficie des prestations en nature et en espèces selon les dispositions de la législation de l'Etat membre sur le territoire duquel il réside, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18; ces prestations sont à la charge de l'institution du pays de résidence.

3. Lorsqu'un chômeur satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat membre auquel incombe la charge des prestations de chômage pour que soit ouvert le droit aux prestations en nature, compte tenu le cas échéant, des dispositions de l'article 18, les membres de sa famille bénéficient de ces prestations, quel que soit l'Etat membre sur le territoire duquel ils résident ou séjournent. Ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, pour le compte de l'institution compétente de l'Etat membre auquel incombe la charge des prestations de chômage.

4. Sans préjudice des dispositions de la législation d'un Etat membre permettant l'octroi des prestations de maladie pendant une durée supérieure, la durée prévue au paragraphe 1 peut, dans des cas de force majeure, être prolongée par l'institution compétente dans la limite fixée par la législation que cette institution applique ».

« Article 28 - Pensions ou rentes dues en vertu de la législation d'un seul ou de plusieurs Etats, un droit aux prestations en nature n'existant pas dans le pays de résidence

1. Le titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'un Etat membre ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Etats membres qui n'a pas droit aux prestations en nature au titre de la législation de l'Etat membre sur le territoire duquel il réside bénéficie néanmoins de ces prestations pour lui-même et les membres de sa famille, dans la mesure où il y aurait droit en vertu de la législation de l'Etat membre ou de l'un au moins des Etats membres compétents en matière de pension, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18 et de l'annexe V, s'il résidait sur le territoire de l'Etat concerné. Les prestations sont servies pour le compte de l'institution visée au paragraphe 2 par l'institution du lieu de résidence, comme si l'intéressé était titulaire d'une pension ou d'une rente en vertu de la législation de l'Etat sur le territoire duquel il réside et avait droit aux prestations en nature.

2. Dans les cas visés au paragraphe 1, la charge des prestations en nature incombe à l'institution déterminée selon les règles suivantes :

a) si le titulaire a droit auxdites prestations en vertu de la législation d'un seul Etat membre, la charge incombe à l'institution compétente de cet Etat;

b) si le titulaire a droit auxdites prestations en vertu des législations de deux ou plusieurs Etats membres, la charge en incombe à l'institution compétente de l'Etat membre sous la législation duquel le titulaire a accompli la plus longue période d'assurance; au cas où l'application de cette règle aurait pour effet d'attribuer la charge des prestations à plusieurs institutions, la charge en incombe à celle de ces institutions à laquelle le titulaire a été affilié en dernier lieu ».

B.3.2. L'article 18 du Traité instituant la Communauté européenne dispose :

« 1. Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application.

2. Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour atteindre cet objectif, et sauf si le présent traité a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, le Conseil peut arrêter des dispositions visant à faciliter l'exercice des droits visés au paragraphe 1. Il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.

3. Le paragraphe 2 ne s'applique pas aux dispositions concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ni aux dispositions concernant la sécurité sociale ou la protection sociale ».

L'article 39 du Traité C.E. dispose :

« 1. La libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de la Communauté.

2. Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des Etats membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.

3. Elle comporte le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique :

a) de répondre à des emplois effectivement offerts;

b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des Etats membres;

c) de séjourner dans un des Etats membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux;

d) de demeurer, dans des conditions qui feront l'objet de règlements d'application établis par la Commission, sur le territoire d'un Etat membre, après y avoir occupé un emploi.

4. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique ».

L'article 43 du Traité C.E. dispose :

« Dans le cadre des dispositions visées ci-après, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un Etat membre dans le territoire d'un autre Etat membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un Etat membre établis sur le territoire d'un Etat membre.

La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du chapitre relatif aux capitaux ».

B.4. Après avoir constaté que les moyens faisaient surgir plusieurs questions relevant du droit européen, la Cour a, par son arrêt n° 51/2006, avant d'examiner leur bien-fondé, posé à la Cour de justice des Communautés européennes les questions préjudicielles suivantes :

« 1. Un système d'assurance soins qui (a) est instauré par une communauté autonome d'un Etat fédéral membre de la Communauté européenne, (b) est applicable aux personnes qui sont domiciliées dans la partie du territoire de cet Etat fédéral pour laquelle cette communauté autonome est compétente, (c) donne droit à la prise en charge, par ce système, des frais encourus pour des prestations d'aide et de services non médicaux aux personnes affectées par une autonomie réduite prolongée et grave, affiliées audit système, sous forme d'une intervention forfaitaire dans les frais y afférents et (d) est financé par, d'une part, les cotisations annuelles des affiliés et, d'autre part, une dotation à charge du budget des dépenses de la communauté autonome concernée, constitue-t-il un régime relevant du champ d'application matériel du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, défini à l'article 4 de ce règlement ?

2. En cas de réponse affirmative à la première question préjudicielle : le règlement précité, en particulier ses articles 2, 3 et 13, et, pour autant qu'ils soient applicables, ses articles 18, 19, 20, 25 et 28, doit-il être interprété en ce sens que ces dispositions s'opposent à ce qu'une communauté autonome d'un Etat fédéral membre de la Communauté européenne adopte des dispositions qui, dans l'exercice de ses compétences, limitent l'admission à l'assurabilité et le bénéfice d'un régime de sécurité sociale au sens de ce règlement aux personnes qui ont leur domicile sur le territoire pour lequel cette communauté autonome est compétente et, en ce qui concerne les citoyens de l'Union européenne, aux personnes qui sont employées dans ce territoire et ont leur domicile dans un autre Etat membre, à l'exclusion des personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile dans une partie du territoire de l'Etat fédéral pour laquelle une autre communauté autonome est compétente ?

3. Les articles 18, 39 et 43 du Traité C.E. doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à ce qu'une communauté autonome d'un Etat fédéral membre de la Communauté européenne adopte des dispositions qui, dans l'exercice de ses compétences, limitent l'admission à l'assurabilité et le bénéfice d'un régime de sécurité sociale au sens du règlement précité aux personnes qui ont leur domicile sur le territoire pour lequel cette communauté autonome est compétente et, en ce qui concerne les citoyens de l'Union européenne, aux personnes qui sont employées sur ce territoire et sont domiciliées dans un autre Etat membre, à l'exclusion des personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile dans une partie du territoire de l'Etat fédéral pour laquelle une autre communauté autonome est compétente ?

4. Les articles 18, 39 et 43 du Traité C.E. doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à ce que le champ d'application d'un tel système soit limité aux personnes qui sont domiciliées dans les entités d'un Etat fédéral membre de la Communauté européenne visées par ce système ? ».

B.5.1. Par l'arrêt du 1^{er} avril 2008, rendu dans l'affaire C-212/06, la Cour de justice des Communautés européennes a répondu aux quatre questions qui lui étaient soumises.

A la première question, la Cour de justice a répondu ce qui suit :

« Des prestations versées au titre d'un régime tel que celui de l'assurance soins institué par le décret du Parlement flamand portant organisation de l'assurance soins (Decreet houdende de organisatie van de zorgverzekering), du 30 mars 1999, dans sa version résultant du décret du Parlement flamand modifiant le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins (Decreet van de Vlaamse Gemeenschap houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering), du 30 avril 2004, relèvent du champ d'application

matériel du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, dans sa version modifiée et mise à jour par le règlement (CE) n° 118/97 du Conseil, du 2 décembre 1996, tel que modifié par le règlement (CE) n° 307/1999 du Conseil, du 8 février 1999 ».

La Cour de justice a examiné conjointement les deuxième et troisième questions préjudicielles et a dit pour droit :

« les articles 39 CE et 43 CE doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une réglementation d'une entité fédérée d'un Etat membre, telle que celle régissant l'assurance soins instituée par la Communauté flamande par ledit décret du 30 mars 1999, dans sa version résultant du décret du Parlement flamand du 30 avril 2004, limitant l'affiliation à un régime de sécurité sociale et le bénéfice des prestations prévues par celui-ci aux personnes qui soit résident sur le territoire relevant de la compétence de cette entité, soit exercent une activité professionnelle sur ce même territoire tout en résidant dans un autre Etat membre, dans la mesure où une telle limitation affecte des ressortissants d'autres Etats membres ou des ressortissants nationaux ayant fait usage de leur droit de libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne ».

Enfin, à la quatrième question préjudicielle, la Cour de justice des Communautés européennes a répondu que les considérations développées aux points 47 à 59 de l'arrêt en réponse aux deuxième et troisième questions valaient, à plus forte raison, pour une réglementation comportant une restriction supplémentaire par rapport au régime applicable à la suite de l'adoption du décret du 30 avril 2004, étant donné que cette réglementation excluait de son champ d'application l'ensemble des personnes exerçant une activité professionnelle dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, mais habitant en dehors de ces deux régions, y compris donc les personnes résidant dans un autre Etat membre.

B.5.2. La Cour examine les moyens en tenant compte de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes précité.

B.6. La disposition attaquée a pour effet d'exclure du champ d'application du décret les personnes, en ce compris les ressortissants d'autres Etats membres, qui travaillent dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, mais qui habitent dans la région de langue française ou dans la région de langue allemande.

B.7. A cet égard, deux situations doivent être distinguées : celle des ressortissants des autres Etats membres de la Communauté européenne ainsi que des ressortissants belges qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne, d'une part, et celle des ressortissants belges qui n'ont pas fait usage de leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne, d'autre part.

B.8.1. La Cour examine tout d'abord la situation des citoyens d'autres Etats membres de la Communauté européenne et des citoyens belges qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne et qui travaillent dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale mais habitent dans la région de langue française ou allemande.

B.8.2. Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que, par l'adoption des dispositions attaquées, le législateur décretaal flamand entendait répondre à une mise en demeure de la Commission européenne l'exhortant à mettre la réglementation relative à l'organisation de l'assurance soins en conformité avec le règlement (CEE) n° 1408/71 (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2003-2004, n° 1970/1, p. 2).

Dans son arrêt du 1^{er} avril 2008, la Cour de justice a aussi jugé que des prestations versées au titre de l'assurance soins flamande relèvent du champ d'application matérielle du règlement précité, ce qui a pour effet que pour l'octroi de telles prestations à des personnes qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne, il convient en principe de se fonder sur leur lieu de travail.

B.9. En ce qui concerne la situation des ressortissants d'autres Etats membres de la Communauté européenne et des ressortissants belges qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne, la Cour de justice des Communautés européennes a jugé dans l'arrêt précité :

« 44. [...] l'ensemble des dispositions du traité relatives à la libre circulation des personnes visent à faciliter, pour les ressortissants communautaires, l'exercice d'activités professionnelles de toute nature sur le territoire de la Communauté et s'opposent aux mesures qui pourraient défavoriser ces ressortissants lorsqu'ils souhaitent exercer une activité économique sur le territoire d'un autre Etat membre (arrêts du 7 juillet 1988, *Wolf e.a.*, 154/87 et 155/87, Rec. p. 3897, point 13; *Terhoeve*, précité, point 37, et du 11 septembre 2007, *Commission/Allemagne*, C-318/05, non encore publié au Recueil, point 114). Dans ce contexte, les ressortissants des Etats membres disposent en particulier du droit, qu'ils tirent directement du traité, de quitter leur Etat d'origine pour se rendre sur le territoire d'un autre Etat membre et y séjourner afin d'y exercer une activité économique (voir, notamment, arrêts précités *Bosman*, point 95, et *Terhoeve*, point 38).

45. En conséquence, les articles 39 CE et 43 CE s'opposent à toute mesure nationale qui, même applicable sans discrimination tenant à la nationalité, est susceptible de gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice, par les ressortissants communautaires, des libertés fondamentales garanties par le traité (voir, en ce sens, arrêts du 31 mars 1993, *Kraus*, C-19/92, Rec. p. I-1663, point 32; du 9 septembre 2003, *Burbaud*, C-285/01, Rec. p. I-8219, point 95, et du 5 octobre 2004, *CaixaBank France*, C-442/02, Rec. p. I-8961, point 11).

[...]

47. Or, une réglementation comme celle en cause au principal est de nature à produire de tels effets restrictifs, dans la mesure où elle soumet l'affiliation au régime de l'assurance soins à une condition de résidence soit dans une partie limitée du territoire national, à savoir la région de langue néerlandaise et la région bilingue de Bruxelles-Capitale, soit dans un autre Etat membre.

48. En effet, des travailleurs migrants, exerçant ou envisageant d'exercer une activité salariée ou non salariée dans l'une de ces deux régions, pourraient être dissuadés de faire usage de leur liberté de circuler et de quitter leur Etat membre d'origine pour séjourner en Belgique, en raison du fait que leur installation dans certaines parties du territoire belge comporterait la perte de la possibilité de bénéficier de prestations auxquelles, autrement, ils auraient pu prétendre. En d'autres termes, le fait que les travailleurs salariés ou non salariés concernés se trouvent dans la situation de subir soit la perte du bénéfice de l'assurance soins, soit une limitation du choix du lieu de transfert de leur résidence est, à tout le moins, susceptible d'entraver l'exercice des droits conférés par les articles 39 CE et 43 CE ».

B.10.1. Il s'ensuit qu'en excluant du régime qu'il instaure les ressortissants d'autres Etats membres de la Communauté européenne et les ressortissants belges qui ont exercé leur droit à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne et qui exercent une activité professionnelle dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale mais qui habitent dans la région de langue française ou dans la région de langue allemande, l'article 4, § 2^{ter}, du décret du 30 mars 1999 prive de manière discriminatoire cette catégorie de personnes de son droit à la libre circulation des personnes garanti par les articles 39 et 43 du Traité CE.

B.10.2. Les exigences inhérentes à la répartition des pouvoirs au sein de la structure fédérale belge et, plus particulièrement le fait que la Communauté flamande ne pourrait exercer aucune compétence en matière d'assurance soins à l'égard des personnes résidant sur le territoire pour lequel une autre communauté est compétente, ne sont pas de nature à justifier la différence de traitement dénoncée.

En effet, la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, ainsi qu'elle le rappelle dans son arrêt du 1^{er} avril 2008, est constante :

« une autorité d'un Etat membre ne saurait exciper de dispositions, pratiques ou situations de son ordre juridique interne, y compris celles découlant de l'organisation constitutionnelle de cet Etat, pour justifier l'inobservation des obligations résultant du droit communautaire (voir, notamment, arrêts du 10 juin 2004, Commission/Italie, C-87/02, Rec. P. I-5975, point 38, et du 26 octobre 2006, Commission contre Autriche, C-102/06, non publié au recueil, point 9) ».

Par ailleurs, bien que la Communauté flamande ne soit en principe pas compétente pour la catégorie des personnes qui habitent dans la région de langue française ou dans la région de langue allemande, une extension du champ d'application de l'assurance soins à cette catégorie de personnes, compte tenu de la nécessité découlant du droit communautaire européen, du fait qu'il s'agit d'un groupe relativement limité de personnes et de l'article 6, § 2, du décret de la Communauté flamande du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, aux termes duquel les prises en charge sont refusées ou réduites si l'utilisateur a droit à la couverture des mêmes frais en vertu d'autres dispositions légales, ou décrétales, ne porterait pas une atteinte disproportionnée aux compétences de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

B.10.3. En ce que le premier moyen du Gouvernement de la Communauté française est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 39 et 43 du Traité CE et en ce qu'il porte sur la situation des ressortissants européens d'autres Etats membres et des ressortissants belges qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne, ce moyen est fondé.

B.11.1. La Cour examine ensuite la situation des ressortissants belges qui n'ont pas fait usage de leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne. Ainsi que l'a rappelé la Cour de justice des Communautés européennes au point 33 de son arrêt du 1^{er} avril 2008, les règles du Traité en matière de libre circulation des personnes et les actes pris en exécution de celles-ci ne peuvent être appliqués à des activités qui ne présentent aucun facteur de rattachement à l'une quelconque des situations envisagées par le droit communautaire et dont l'ensemble des éléments pertinents se cantonnent à l'intérieur d'un seul Etat membre.

Or, constitue une situation purement interne auquel le droit communautaire ne saurait être appliqué, d'après la Cour de justice, celle de l'exclusion du régime d'assurance soins de ressortissants belges exerçant une activité professionnelle dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, mais qui habitent dans les régions de langue française ou allemande et n'ont jamais exercé leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne.

B.11.2. Il s'ensuit que les moyens en question, dans la mesure où ils critiquent la situation des ressortissants belges qui exercent une activité professionnelle dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, mais habitent en région de langue française ou de langue allemande et n'ont jamais exercé leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté européenne, ne doivent être examinés qu'en ce qu'ils sont pris de la violation du droit interne.

B.12.1. Comme la Cour l'a jugé au B.9.5 de son arrêt n° 51/2006 du 19 avril 2006, la matière qui fait l'objet du décret du 30 mars 1999, modifié par le décret attaqué, relève de la compétence qui a été attribuée aux communautés par l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, au titre des matières personnalisables.

Dans cet arrêt, la Cour a également considéré que les critères d'application territoriale adoptés par la Communauté flamande ne sont pas incompatibles avec les articles 128, § 2, et 130, § 2, de la Constitution (B.9.8), que « compte tenu du montant et des effets limités des mesures critiquées, il n'est pas porté atteinte à la compétence du législateur fédéral relative à l'union économique » (B.10.3) et que la Communauté flamande « n'excède pas ses compétences si, dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées en matière d'aide aux personnes, elle accorde à certaines d'entre elles une aide particulière, distincte de celles qui sont accordées par le régime de sécurité sociale organisé par l'autorité fédérale, et sans toucher à une matière réservée à celle-ci » (B.10.5).

B.12.2. Aux termes de l'article 128, § 2, de la Constitution, les décrets par lesquels les Communautés française et flamande règlent les matières personnalisables

« ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi que, sauf si une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, en dispose autrement, à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté ».

Quant à l'article 130, § 2, de la Constitution, il prévoit que les décrets de la Communauté germanophone ont force de loi dans la région de langue allemande.

B.12.3. Les deux dispositions constitutionnelles précitées ont déterminé une répartition exclusive des compétences territoriales. Un tel système suppose que l'objet de toute norme adoptée par un législateur communautaire puisse être localisé dans le territoire de sa compétence, de sorte que toute relation ou situation concrète soit réglée par un seul législateur. Le législateur décretaal flamand n'est donc, en principe, pas compétent pour adopter un système d'assurance soins qui s'appliquerait à des personnes qui n'habitent pas sur le territoire de sa compétence.

B.13.1. Il découle toutefois de l'arrêt de la Cour de justice du 1^{er} avril 2008 que le critère de la résidence, mentionné à l'article 4, § 2^{ter}, du décret attaqué, est incompatible avec le droit communautaire européen et que, sur ce point, le décret attaqué « comporte une entrave à la libre circulation des travailleurs et à la liberté d'établissement », garanties par les articles 39 et 43 CE (point 54).

B.13.2. La question pourrait dès lors se poser de savoir si, en ce que sont exclues du champ d'application du décret attaqué les personnes ressortissantes belges qui habitent en Belgique, sans habiter dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui vont travailler dans l'une de ces régions et qui n'ont pas fait usage de leur droit à la libre circulation à l'intérieur de la Communauté européenne, ces personnes sont discriminées dans l'exercice de leur droit à la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Belgique, visé à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, pour autant que, pour cette catégorie de personnes, l'obligation certaine de devoir payer une cotisation à une caisse d'assurance en contrepartie du bénéfice éventuel de l'assurance soins puisse constituer une situation qui soit de nature à entraver la libre circulation à l'intérieur de la Belgique.

B.14. Toutefois, l'extension du champ d'application du décret attaqué à des ressortissantes belges qui habitent la région de langue française ou la région de langue allemande, et qui ne doivent pas bénéficier de ce décret en vertu du droit communautaire européen, pourrait amener la Communauté flamande à exercer des mesures de contrôle et de surveillance incompatibles avec les règles de compétence territoriale rappelées en B.12.

B.15.1. Il pourrait être remédié à la différence de traitement alléguée par les parties requérantes par des mesures qui prendraient les Communautés française et germanophone afin d'adopter, dans l'exercice des compétences que leur attribue l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en faveur des ressortissantes belges qui habitent dans les régions linguistiques pour lesquelles elles sont compétentes, un système d'assurance soins analogue.

B.15.2. L'on ne peut en outre déduire ni de ce qui précède ni de l'arrêt n° 33/2001 du 13 mars 2001 que le législateur fédéral, dans l'exercice de la compétence qui lui a été attribuée en matière de sécurité sociale par l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ne pourrait prendre, en faveur des personnes ayant un degré d'autonomie réduit, des mesures qui relèvent de la sécurité sociale et qui seraient d'application sur l'ensemble du territoire du Royaume, sans porter atteinte à la compétence des communautés en matière d'aide aux personnes.

Si la Cour a considéré, dans l'arrêt précité, que le législateur décretaal flamand n'avait pas empiété sur la compétence du législateur fédéral en matière de sécurité sociale, elle a néanmoins précisé en B.3.9.3 :

« Devraient être considérées comme excédant la compétence d'une communauté les mesures par lesquelles elle prétendrait modifier une règle de sécurité sociale, la remplacer, y déroger ou l'abroger. Mais une communauté n'excède pas ses compétences si, dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées en matière d'aide aux personnes, elle accorde à certaines d'entre elles une aide particulière, distincte de celles qui sont accordées par le régime de sécurité sociale organisé par l'autorité fédérale, et sans toucher à une matière réservée à celle-ci ».

Il ne peut donc se déduire de cet arrêt qu'aucune mesure relevant de la sécurité sociale ne pourrait être prise à l'égard des personnes ayant un degré d'autonomie réduit, étant donné que la Cour a également précisé que le législateur spécial, en attribuant aux communautés la compétence de l'aide aux personnes, « a entendu interdire aux communautés de traiter des mêmes matières [et] non de s'intéresser aux mêmes personnes que celles dont s'occupe le législateur fédéral » (B.3.7).

B.16. Sans que la Cour doive examiner si les personnes visées en B.13.2 pourraient être victimes d'une discrimination dans l'exercice de leur droit à la libre circulation des personnes, visé à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il convient de constater qu'en toute hypothèse, cette éventuelle discrimination ne pourrait avoir son siège dans le décret attaqué, mais dans l'absence de dispositions analogues dans des décrets des Communautés française et germanophone ou dans l'absence de mesures fédérales de sécurité sociale, ces dernières mesures respectant ce qui est dit en B.15.2, de sorte que les moyens de droit interne dirigés contre les dispositions du décret ne sont pas fondés.

B.17. Etant donné que l'examen des moyens mentionnés en B.2, en ce qu'ils sont pris de la violation des articles 23 et 191 de la Constitution, ne peut conduire à une autre conclusion, ces moyens ne doivent pas être examinés plus avant.

B.18. L'inconstitutionnalité constatée en B.10.3 découle de l'article 4, § 2^{ter}, du décret du 30 mars 1999, tel qu'il a été modifié par le décret du 30 avril 2004. L'effet rétroactif de l'annulation de cette disposition impliquerait cependant que les personnes qui n'habitent pas en Belgique et auxquelles s'applique en vertu de leur propre droit et pour l'emploi dans la région de langue néerlandaise ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale la législation fédérale belge sur la base des règles d'assignation du règlement (CEE) n° 1408/71 soient exclues, en contradiction avec le droit communautaire européen, du champ d'application de l'assurance soins.

Compte tenu de la réponse apportée par la Cour de justice des Communautés européennes à la quatrième question préjudicielle dont elle était saisie, et qui a été rappelée en B.5.1, les effets de la disposition annulée doivent, par application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, être maintenus jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions adoptées en vue de remédier à l'inconstitutionnalité constatée et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 4, § 2^{ter}, du décret de la Communauté flamande du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins, tel qu'il a été inséré par l'article 2 du décret du 30 avril 2004 modifiant le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions nouvelles, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 21 janvier 2009.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2009 — 563

[2009/200266]

Uittreksel uit arrest nr. 11/2009 van 21 januari 2009

Rolnummers 3194 en 3195

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 april 2004 houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, ingesteld door de Franse Gemeenschapsregering en door de Waalse Regering.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goeij, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 december 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 december 2004, heeft de Franse Gemeenschapsregering beroep tot vernietiging ingesteld van paragraaf 2^{ter} van artikel 4 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2004 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 2004).

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 december 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 december 2004, heeft de Waalse Regering beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 april 2004 houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, tenminste tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 4 van dat decreet van 30 maart 1999, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2004 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 2004).

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 3194 en 3195 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(…)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. Zoals het Hof aangaf in B.11 van zijn arrest nr. 51/2006 van 19 april 2006, blijkt uit de verzoekschriften tot vernietiging die werden ingediend door de Franse Gemeenschapsregering (zaak nr. 3194) en door de Waalse Regering (zaak nr. 3195) dat de middelen, doordat zij het bestaan van een discriminatie aanvoeren van een categorie van werknemers, zijn gericht tegen artikel 4, § 2ter, van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 30 april 2004, dat bepaalt :

« § 2ter. Elke persoon, die niet in België woont, en voor wie uit eigen recht, omwille van tewerkstelling in het Nederlandse taalgebied, op grond van de aanwijzingsregels van verordening (EEG) nr. 1408/71, het socialezekerheidsstelsel van België van toepassing is, moet aangesloten zijn bij een krachtens dit decreet erkende zorgkas. De bepalingen van dit decreet met betrekking tot de personen, bedoeld in § 1, zijn van overeenkomstige toepassing.

Elke persoon, die niet in België woont, en voor wie uit eigen recht, omwille van tewerkstelling in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op grond van de aanwijzingsregels van verordening (EEG) nr. 1408/71, het socialezekerheidsstelsel van België van toepassing is, kan vrijwillig aansluiten bij een krachtens dit decreet erkende zorgkas. De bepalingen van dit decreet met betrekking tot de personen, bedoeld in § 2, zijn van overeenkomstige toepassing ».

Ten aanzien van de middelen

B.2.1. De Franse Gemeenschapsregering leidt een eerste middel af uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 18, 39 en 43 van het E.G.-Verdrag, alsook met de artikelen 2, 3, 13, 18, 19, 20, 25 en 28 van de verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad van 14 juni 1971 betreffende de toepassing van de socialezekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, doordat paragraaf 2ter van artikel 4 van het decreet van 30 maart 1999, ingevoegd bij artikel 2 van het aangevochten decreet, de toepassing van de decretale regeling afhankelijk maakt van de voorwaarde dat die personen « niet in België wonen », en bijgevolg van die regeling personen uitsluit die « in België wonen » en die werkzaamheden uitoefenen in het Nederlandse taalgebied.

In een eerste onderdeel van het middel wordt aangevoerd dat het feit dat in het decreet de territoriale bevoegdheid wordt bepaald op basis van zowel de woonplaats als de plaats van uitoefening van een beroepsactiviteit, een belemmering zou vormen voor het vrije verkeer van personen, in het bijzonder van de werknemers op wie het tweede criterium van toepassing is, en een discriminatie zou teweegbrengen.

In een tweede onderdeel van het middel voert de Franse Gemeenschapsregering aan dat de bestreden bepalingen aanleiding zouden geven tot een omgekeerde discriminatie ten aanzien van de nationale onderdanen die in het Nederlandse taalgebied werken en die, na gebruik te hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer, een vreemde lidstaat - waar zij verbleven - hebben verlaten om in België te gaan wonen, buiten het Nederlandse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, waardoor zij het voordeel van de zorgverzekering verliezen.

B.2.2. In het eerste onderdeel van haar tweede middel, dat wordt afgeleid uit onder meer de schending van de artikelen 10, 11, 23, derde lid, 1^o, en 191 van de Grondwet, voert de Franse Gemeenschapsregering aan dat uit het bestreden artikel twee types van discriminatie voortvloeien : tussen de personen die een activiteit uitoefenen in het Nederlandse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, enerzijds, doordat alleen diegenen die niet hun woonplaats hebben in het Nederlandse taalgebied, noch in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, noch buiten het Rijk, van de decretale regeling worden uitgesloten en, anderzijds, doordat een voorkeursregeling wordt toegekend aan de vreemdelingen die een activiteit uitoefenen « in het Nederlandse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die daardoor het voordeel genieten van de Belgische socialezekerheidsregeling », ten opzichte van « de personen die in het Rijk hun woonplaats hebben, buiten het Nederlandse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, terwijl ze ook in één van die twee gebieden werkzaam zijn ».

Ook het derde middel van de Waalse Regering is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.2.3. De verschillende uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie afgeleide middelen bekritisieren in essentie de in de bestreden bepaling gebruikte bewoordingen « die niet in België woont », waaruit voortvloeit dat personen die hun woonplaats hebben in België, maar buiten het Nederlandse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, uitgesloten zijn van het voordeel van de zorgverzekering, zelfs wanneer zij in één van die taalgebieden een beroepsactiviteit uitoefenen.

B.2.4. Volgens de Franse Gemeenschapsregering zou die bepaling niet alleen onbestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet op zich, maar eveneens met die artikelen, in samenhang gelezen met verschillende bepalingen van het Europese gemeenschapsrecht die tot doel hebben het vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap te waarborgen.

B.3.1. De artikelen 2, 3, 13, 18, 19, 20, 25 en 28 van verordening (EEG) nr. 1408/71, die worden beoogd in het eerste middel van het verzoekschrift van de Franse Gemeenschapsregering, bepalen :

« Artikel 2 - Personele werkingssfeer

1. Deze verordening is van toepassing op werknemers op wie de wetgeving van een of meer Lid-Staten van toepassing is of geweest is, en die onderdanen van een der Lid-Staten, dan wel op het grondgebied van een der Lid-Staten wonende staatlozen of vluchtelingen zijn, alsmede op hun gezinsleden en op hun nagelaten betrekkingen.

2. Voorts is deze verordening van toepassing op nagelaten betrekkingen van werknemers op wie de wetgeving van één of meer Lid-Staten van toepassing is geweest, ongeacht de nationaliteit van deze werknemers, wanneer hun nagelaten betrekkingen onderdanen van een der Lid-Staten dan wel op het grondgebied van een der Lid-Staten wonende staatlozen of vluchtelingen zijn.

3. Deze verordening is van toepassing op personen in overheidsdienst en op personeel dat volgens de toepasselijke wetgeving met hen gelijkgesteld is, voor zover zij onderworpen zijn of geweest zijn aan de wettelijke regelingen van een Lid-Staat, waarop deze verordening van toepassing is.

Artikel 3 - Gelijkheid van behandeling

1. Personen die op het grondgebied van een der Lid-Staten wonen en op wie de bepalingen van deze verordening van toepassing zijn, hebben de rechten en verplichtingen voortvloeiende uit de wetgeving van elke Lid-Staat onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Staat, behoudens bijzondere bepalingen van deze verordening.

2. Het voorgaande lid is van toepassing op het recht om leden van de organen der sociale zekerheidsinstellingen te kiezen of deel te hebben in hun benoeming, doch doet geen afbreuk aan de bepalingen van de wetgeving van enige Lid-Staat betreffende de verkiesbaarheid en de wijze van benoeming van de betrokkenen in deze organen.

3. De rechten, voortvloeiende uit verdragen inzake sociale zekerheid welke krachtens artikel 7, lid 2, *sub c)*, van toepassing blijven, alsmede uit verdragen, welke krachtens artikel 8, lid 1, worden gesloten, worden uitgebreid tot allen op wie deze verordening van toepassing is, tenzij in bijlage II anders wordt bepaald ».

« Artikel 13 - Algemene regels

1. De werknemer op wie deze verordening van toepassing is, is slechts aan de wetgeving van een enkele Lid-Staat onderworpen. De toe te passen wetgeving wordt overeenkomstig de bepalingen van deze titel vastgesteld.

2. Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 14 tot en met 17,

a) is op de werknemer die werkzaam is op het grondgebied van een Lid-Staat, de wetgeving van die Staat van toepassing zelfs indien hij op het grondgebied van een andere Lid-Staat woont of indien de zetel van de onderneming of het domicilie van de werkgever waarbij hij werkzaam is, zich bevindt op het grondgebied van een andere Lid-Staat;

b) is op de werknemer die werkzaam is aan boord van een schip dat onder de vlag van een Lid-Staat vaart, de wetgeving van die Staat van toepassing;

c) is op personen in overheidsdienst en met hen gelijkgestelden, de wetgeving van toepassing van de Lid-Staat waaronder de overheidsdienst waarbij zij werkzaam zijn, ressorteert;

d) behoudt de werknemer die wordt opgeroepen voor militaire dienst in een Lid-Staat, de hoedanigheid van werknemer en is op hem de wetgeving van die Staat van toepassing; indien toepassing van deze wetgeving afhankelijk is van het vervullen van tijdvakken van verzekering, vóór de opkomst in militaire dienst of na het verlaten van de militaire dienst, worden de tijdvakken van verzekering welke krachtens de wetgeving van een andere Lid-Staat vervuld zijn, voor zover nodig, in aanmerking genomen alsof het tijdvakken van verzekering betrof, vervuld krachtens de wetgeving van eerstbedoelde Staat ».

« Artikel 18 - Samentellen van verzekeringstijdvakken

1. Het bevoegde orgaan van een Lid-Staat waarvan de wettelijke regeling het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op prestaties afhankelijk stelt van de vervulling van tijdvakken van verzekering, houdt, voor zover nodig, rekening met de krachtens de wettelijke regeling van elke andere Lid-Staat vervulde tijdvakken van verzekering, alsof deze tijdvakken krachtens de door dat orgaan toegepaste wettelijke regeling waren vervuld.

2. Lid 1 is van toepassing op seizoenarbeiders, zelfs indien het tijdvakken betreft welke zijn vervuld vóór een onderbreking van de verzekering, en deze onderbreking langer heeft geduurd dan in de wettelijke regeling van de bevoegde Staat is toegestaan, mits de betrokken werknemers evenwel ten hoogste vier maanden niet verzekerd zijn geweest.

[...]

Artikel 19 - Woonplaats op het grondgebied van een andere dan de bevoegde Lid-Staat - Algemene regels

1. De werknemer die op het grondgebied van een andere Lid-Staat dan de bevoegde Staat woont en aan de in de wettelijke regeling van de bevoegde Staat gestelde voorwaarden voor het recht op prestaties voldoet, heeft, eventueel met inachtneming van artikel 18, in de Staat op het grondgebied waarvan hij woont, recht op

a) verstrekkingen, welke voor rekening van het bevoegde orgaan door het orgaan van de woonplaats worden verleend, volgens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling, alsof hij bij laatstbedoeld orgaan was aangesloten;

b) uitkeringen welke door het bevoegde orgaan worden verleend volgens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling. Na overeenstemming tussen het bevoegde orgaan en het orgaan van de woonplaats kunnen deze uitkeringen evenwel door laatstbedoeld orgaan voor rekening van het eerstbedoelde worden verleend volgens de wettelijke regeling van de bevoegde Staat.

2. Lid 1, *sub a)*, is van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden die op het grondgebied van een andere dan de bevoegde Lid-Staat wonen, voor zover zij krachtens de wettelijke regeling van de Staat, op het grondgebied waarvan zij wonen, geen recht op verstrekkingen hebben ».

« Artikel 20 - Grensarbeiders en hun gezinsleden - Bijzondere regels

De grensarbeider kan de prestaties op het grondgebied van de bevoegde Staat eveneens verkrijgen. Deze prestaties worden verleend door het bevoegde orgaan, volgens de wettelijke regeling van deze Staat, alsof de grensarbeider op het grondgebied daarvan woonde. Zijn gezinsleden kunnen op dezelfde wijze de verstrekkingen genieten; zij komen hiervoor, behoudens in spoedgevallen, evenwel slechts in aanmerking wanneer tussen de betrokken Lid-Staten of tussen de bevoegde autoriteiten van die Lid-Staten ter zake een overeenkomst bestaat, of, bij het ontbreken van een zodanige overeenkomst, na voorafgaande toestemming van het bevoegde orgaan ».

« Artikel 25

1. Een werkloze werknemer op wie artikel 69, lid 1, en artikel 71, lid 1, *sub b)*, ii), tweede volzin, van toepassing zijn, en die voldoet aan de door de wettelijke regeling van de bevoegde Lid-Staat gestelde voorwaarden voor het recht op verstrekkingen en uitkeringen, heeft, eventueel met inachtneming van artikel 18, gedurende het in artikel 69, lid 1, *sub c)*, genoemde tijdvak recht op :

a) verstrekkingen welke hem voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend door het orgaan van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan hij werk zoekt, volgens de door dit laatste orgaan toegepaste wettelijke regeling, alsof hij daarbij was aangesloten;

b) uitkeringen welke hem door het bevoegde orgaan volgens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling worden verleend. Na overeenstemming tussen het bevoegde orgaan en het orgaan van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan de werkloze werk zoekt, kunnen de uitkeringen door laatstbedoelde orgaan voor rekening van het eerstbedoelde worden verleend volgens de wettelijke regeling van de bevoegde Staat. De in artikel 69, lid 1, bedoelde werkloosheidsuitkeringen worden niet verleend gedurende het tijdvak waarover ziekgeld wordt ontvangen.

2. Een volledig werkloze werknemer op wie artikel 71, lid 1, *sub a)*, ii), of *sub b)*, ii), eerste volzin, van toepassing is, heeft recht op verstrekkingen en uitkeringen volgens de wettelijke regeling van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan hij woont, alsof hij gedurende zijn laatste dienstbetrekking aan deze wettelijke regeling onderworpen was, eventueel met inachtneming van artikel 18; deze prestaties komen voor rekening van het orgaan van het land van de woonplaats.

3. Wanneer een werkloze voldoet aan de voorwaarden voor het recht op verstrekkingen van de wettelijke regeling van de Lid-Staat ten laste waarvan de werkloosheidsuitkeringen komen, hebben zijn gezinsleden, eventueel met inachtneming van artikel 18, recht op verstrekkingen, ongeacht op het grondgebied van welke Lid-Staat zij wonen of verblijven. Deze verstrekkingen worden verleend door het orgaan van de woon- of verblijfplaats volgens de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling, voor rekening van het bevoegde orgaan van de Lid-Staat ten laste waarvan de werkloosheidsuitkeringen komen.

4. Onverminderd de bepalingen van de wettelijke regeling van een Lid-Staat op grond waarvan gedurende een langer tijdvak prestaties wegens ziekte kunnen worden verleend, kan het in lid 1 bedoelde tijdvak in gevallen van overmacht door het bevoegde orgaan worden verlengd tot ten hoogste het tijdvak dat in de door dit orgaan toegepaste wettelijke regeling is vastgesteld ».

« Artikel 28 - Pensionen of renten, verschuldigd op grond van de wettelijke regelingen van een of meer Lid-Staten, terwijl in het land van de woonplaats geen recht op verstrekkingen bestaat

1. De rechthebbende op een pensioen of rente verschuldigd krachtens de wettelijke regeling van een Lid-Staat, of op pensioenen of renten verschuldigd krachtens de wettelijke regelingen van twee of meer Lid-Staten, die geen recht op verstrekkingen heeft op grond van de wettelijke regeling van de Lid-Staat op het grondgebied waarvan hij woont, heeft niettemin zelf, evenals zijn gezinsleden, recht op deze verstrekkingen, voor zover hij op grond van de wettelijke regeling van de voor de pensioenverzekering bevoegde Lid-Staat, of van ten minste een van de voor deze verzekering bevoegde Lid-Staten, eventueel met inachtneming van artikel 18 en van bijlage V, recht op verstrekkingen zou hebben, indien hij op het grondgebied van de betrokken Staat woonde. De verstrekkingen worden voor rekening van het in lid 2 bedoelde orgaan verleend door het orgaan van de woonplaats, alsof de betrokkene recht had op een pensioen of een rente krachtens de wettelijke regeling van de Staat op het grondgebied waarvan hij woont, en alsof hij recht op verstrekkingen had.

2. In de in lid 1 bedoelde gevallen komen de verstrekkingen voor rekening van het overeenkomstig de volgende regels vastgestelde orgaan :

a) indien de rechthebbende krachtens de wettelijke regeling van één Lid-Staat recht op bedoelde verstrekkingen heeft, komen deze voor rekening van het bevoegde orgaan van deze Staat;

b) indien de rechthebbende krachtens de wettelijke regelingen van twee of meer Lid-Staten recht op bedoelde verstrekkingen heeft, komen deze voor rekening van het bevoegde orgaan van de Lid-Staat krachtens de wettelijke regeling waarvan de rechthebbende het langste tijdvak van verzekering heeft vervuld; ingeval de toepassing van deze regel ertoe leidt dat de verstrekkingen voor rekening van meer dan een orgaan komen, komen zij voor rekening van dat orgaan van de laatstbedoelde, waarbij de rechthebbende het laatst aangesloten is geweest ».

B.3.2. Artikel 18 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap bepaalt :

« 1. Iedere burger van de Unie heeft het recht vrij op het grondgebied van de lidstaten te reizen en te verblijven, onder voorbehoud van de beperkingen en voorwaarden die bij dit Verdrag en de bepalingen ter uitvoering daarvan zijn vastgesteld.

2. Indien een optreden van de Gemeenschap noodzakelijk blijkt om deze doelstelling te verwezenlijken en dit Verdrag niet in de daartoe vereiste bevoegdheden voorziet, kan de Raad bepalingen vaststellen die de uitoefening van de in lid 1 bedoelde rechten vergemakkelijken. Hij neemt een besluit volgens de procedure van artikel 251.

3. Lid 2 is niet van toepassing op de bepalingen inzake paspoorten, identiteitskaarten, verblijfstitels of andere daarmee gelijkgestelde documenten, noch op de bepalingen inzake sociale zekerheid of sociale bescherming ».

Artikel 39 van het EG-Verdrag bepaalt :

« 1. Het verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap is vrij.

2. Dit houdt de afschaffing in van elke discriminatie op grond van de nationaliteit tussen de werknemers der lidstaten, wat betreft de werkgelegenheid, de beloning en de overige arbeidsvoorwaarden.

3. Het houdt behoudens de uit hoofde van openbare orde, openbare veiligheid en volksgezondheid gerechtvaardigde beperkingen het recht in om,

a) in te gaan op een feitelijk aanbod tot tewerkstelling;

b) zich te dien einde vrij te verplaatsen binnen het grondgebied der lidstaten;

c) in een der lidstaten te verblijven teneinde daar een beroep uit te oefenen overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen welke voor de tewerkstelling van nationale werknemers gelden;

d) op het grondgebied van een lidstaat verblijf te houden, na er een betrekking te hebben vervuld, overeenkomstig de voorwaarden die zullen worden opgenomen in door de Commissie vast te stellen uitvoeringsverordeningen.

4. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de betrekkingen in overheidsdienst ».

Artikel 43 van het EG-Verdrag bepaalt :

« In het kader van de volgende bepalingen zijn beperkingen van de vrijheid van vestiging voor onderdanen van een lidstaat op het grondgebied van een andere lidstaat verboden. Dit verbod heeft eveneens betrekking op beperkingen betreffende de oprichting van agentschappen, filialen of dochterondernemingen door de onderdanen van een lidstaat die op het grondgebied van een lidstaat zijn gevestigd.

De vrijheid van vestiging omvat, behoudens de bepalingen van het hoofdstuk betreffende het kapitaal, de toegang tot werkzaamheden anders dan in loondienst en de uitoefening daarvan alsmede de oprichting en het beheer van ondernemingen, en met name van vennootschappen in de zin van de tweede alinea van artikel 48, overeenkomstig de bepalingen welke door de wetgeving van het land van vestiging voor de eigen onderdanen zijn vastgesteld ».

B.4. Na te hebben vastgesteld dat de middelen verschillende Europeesrechtelijke vragen deden rijzen, heeft het Hof, bij zijn arrest nr. 51/2006, alvorens de gegrondheid van de middelen te onderzoeken, aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Is een stelsel van zorgverzekering dat (a) wordt ingesteld door een autonome gemeenschap van een federale Staat, lidstaat van de Europese Gemeenschap, (b) dat geldt voor de personen die hun woonplaats hebben in het deel van het grondgebied van die federale Staat waarbinnen die autonome gemeenschap bevoegd is, (c) dat recht geeft op de tenlasteneming door een zodanig stelsel van de kosten voor niet-medische hulp- en dienstverlening aan bij dat stelsel aangesloten personen met een langdurig ernstig verminderd zelfzorgvermogen, in de vorm van een forfaitaire tegemoetkoming in de kosten ervan en (d) dat wordt gefinancierd door, enerzijds, jaarlijkse bijdragen van de aangeslotenen en, anderzijds, door een dotatie ten laste van de uitgavenbegroting van de betrokken autonome gemeenschap, een stelsel dat onder de materiële werkingssfeer valt van de verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad van 14 juni 1971 betreffende de toepassing van de socialezekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, zoals omschreven in artikel 4 van die verordening ?

2. Voor zover de eerste prejudiciële vraag bevestigend zou worden beantwoord : dient voormelde verordening, inzonderheid de artikelen 2, 3 en 13, en, voor zover van toepassing, de artikelen 18, 19, 20, 25 en 28 ervan, aldus te worden geïnterpreteerd dat die bepalingen eraan in de weg staan dat een autonome gemeenschap van een federale Staat, lidstaat van de Europese Gemeenschap, bepalingen aanneemt die, in de uitoefening van haar bevoegdheden, de toelating tot de verzekeraarbaarheid en het voordeel van een socialezekerheidsregeling in de zin van die verordening beperken tot de personen die hun woonplaats hebben in het gebied waarbinnen die autonome gemeenschap bevoegd is en, wanneer het E.U.-burgers betreft, tot de personen die tewerkgesteld zijn in dat gebied en hun woonplaats hebben in een andere lidstaat, met uitsluiting van de personen, ongeacht hun nationaliteit, die hun woonplaats hebben in een deel van het grondgebied van de federale Staat waarbinnen een andere autonome gemeenschap bevoegd is ?

3. Dienen de artikelen 18, 39 en 43 van het E.G.-Verdrag aldus te worden geïnterpreteerd dat zij eraan in de weg staan dat een autonome gemeenschap van een federale Staat, lidstaat van de Europese Gemeenschap, bepalingen aanneemt die, in de uitoefening van haar bevoegdheden, de toelating tot de verzekeraarbaarheid en het voordeel van een socialezekerheidsregeling in de zin van voormelde verordening beperken tot de personen die hun woonplaats hebben

in het gebied waarbinnen die autonome gemeenschap bevoegd is en, wanneer het E.U.-burgers betreft, tot de personen die tewerkgesteld zijn in dat gebied en hun woonplaats hebben in een andere lidstaat, met uitsluiting van de personen, ongeacht hun nationaliteit, die hun woonplaats hebben in een deel van het grondgebied van de federale Staat waarbinnen een andere autonome gemeenschap bevoegd is ?

4. Dienen de artikelen 18, 39 en 43 van het E.G.-Verdrag aldus te worden geïnterpreteerd dat zij zich ertegen verzetten dat het toepassingsgebied van een zodanig stelsel wordt beperkt tot de personen die hun woonplaats hebben in de door dat stelsel beoogde deelgebieden van een federale Staat, lidstaat van de Europese Gemeenschap ? ».

B.5.1. Bij het arrest van 1 april 2008, dat in de zaak C-212/06 werd gewezen, heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op die vier vragen geantwoord.

Op de eerste vraag antwoordde het Hof van Justitie het volgende :

« Uitkeringen betaald op grond van een stelsel zoals de zorgverzekering die is ingesteld bij het decreet van het Vlaams Parlement van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, in de versie voortvloeiend uit het decreet van het Vlaams Parlement van 30 april 2004 houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, vallen binnen de materiële werkingssfeer van verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad van 14 juni 1971 betreffende de toepassing van de socialezekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, zoals gewijzigd en bijgewerkt bij verordening (EG) nr. 118/97 van de Raad van 2 december 1996, zoals gewijzigd bij verordening (EG) nr. 307/1999 van de Raad van 8 februari 1999 ».

Het Hof van Justitie heeft de tweede en de derde prejudiciële vraag samen behandeld, en heeft voor recht verklaard :

« De artikelen 39 EG en 43 EG moeten aldus worden uitgelegd dat zij in de weg staan aan een regeling van een gefedereerde eenheid van een lidstaat, zoals de zorgverzekering die door de Vlaamse Gemeenschap is ingesteld bij bovengenoemd decreet van 30 maart 1999 in de versie voortvloeiend uit het decreet van het Vlaams Parlement van 30 april 2004, die de aansluiting bij een socialezekerheidsstelsel en de uitkeringen waarin dat stelsel voorziet, beperkt tot personen die hetzij wonen op het grondgebied waarbinnen die gefedereerde eenheid bevoegd is, hetzij een beroepsactiviteit uitoefenen op dat grondgebied maar in een andere lidstaat wonen, voor zover door die beperking staatsburgers van andere lidstaten of eigen staatsburgers die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer binnen de Europese Gemeenschap, minder gunstig worden behandeld ».

Op de vierde prejudiciële vraag ten slotte heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen geantwoord dat de overwegingen die in de punten 47 tot en met 59 van het arrest zijn geformuleerd in antwoord op de tweede en de derde vraag, *a fortiori* gelden voor een regeling die in vergelijking met de uit het decreet van 30 april 2004 voortvloeiende regeling nog een extra beperking bevat in die zin dat alle personen die een beroepsactiviteit uitoefenen in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad maar niet in die gebieden wonen, dus ook personen die in een andere lidstaat wonen, van de werkingssfeer van die regeling zijn uitgesloten.

B.5.2. Het Hof onderzoekt de middelen rekening houdend met het voormelde arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

B.6. De bestreden bepaling heeft tot gevolg dat personen, met inbegrip van de staatsburgers van andere lidstaten, die in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad werken maar die wonen in het Franse of het Duitse taalgebied, van het toepassingsgebied van het decreet zijn uitgesloten.

B.7. In dat verband dient een onderscheid te worden gemaakt tussen twee situaties : die van de staatsburgers van de andere lidstaten van de Europese Gemeenschap en van de Belgische staatsburgers die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap, enerzijds, en die van de Belgische staatsburgers die geen gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap, anderzijds.

B.8.1. Het Hof onderzoekt in de eerste plaats de situatie van de staatsburgers van andere lidstaten van de Europese Gemeenschap en van de Belgische staatsburgers die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap en die in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad werken, maar in het Franse of het Duitse taalgebied wonen.

B.8.2. Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat de Vlaamse decreetgever, met de bestreden bepalingen, een antwoord wilde geven op een ingebrekestelling van de Europese Commissie die hem aanspoorde om de regelgeving inzake de organisatie van de zorgverzekering in overeenstemming te brengen met de Verordening (EEG) nr. 1408/71 (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2003-2004, nr. 1907/1, p. 2).

Ook het Hof van Justitie heeft in zijn arrest van 1 april 2008 geoordeeld dat uitkeringen betaald op grond van de Vlaamse zorgverzekering binnen de materiële werkingssfeer van de vermelde verordening vallen, wat tot gevolg heeft dat bij het toekennen van dergelijke uitkeringen aan personen die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer binnen de Europese Gemeenschap, in beginsel moet worden uitgegaan van hun plaats van tewerkstelling.

B.9. Met betrekking tot de situatie van de staatsburgers van andere lidstaten van de Europese Gemeenschap en van de Belgische staatsburgers die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer binnen de Europese Gemeenschap, heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in het voormelde arrest geoordeeld :

« 44. [...] de verdragsbepalingen inzake het vrije verkeer van personen [beogen] het de gemeenschapsburgers gemakkelijker [...] te maken, om het even welk beroep uit te oefenen op het gehele grondgebied van de Gemeenschap, en [staan] in de weg [...] aan maatregelen die deze burgers minder gunstig behandelen wanneer zij op het grondgebied van een andere lidstaat een economische activiteit willen uitoefenen (zie arrest van 7 juli 1988, Wolf e.a., 154/87 en 155/87, *Jurispr. blz.* 3897, punt 13; arrest Terhoeve, reeds aangehaald, punt 37, en arrest van 11 september 2007, Commissie/Duitsland, C-318/05, nog niet gepubliceerd in de *Jurisprudentie*, punt 114). In deze context beschikken de staatsburgers van de lidstaten in het bijzonder over het rechtstreeks aan het Verdrag ontleende recht om hun staat van herkomst te verlaten teneinde zich naar het grondgebied van een andere lidstaat te begeven en aldaar te verblijven om er een economische activiteit te verrichten (zie met name reeds aangehaalde arresten Bosman, punt 95, en Terhoeve, punt 38).

45. Bijgevolg staan de artikelen 39 EG en 43 EG in de weg aan elke nationale maatregel die, zelfs wanneer hij zonder discriminatie op grond van nationaliteit van toepassing is, het gebruik van de in het Verdrag gewaarborgde fundamentele vrijheden door gemeenschapsburgers kan belemmeren of minder aantrekkelijk kan maken (zie in die zin arresten van 31 maart 1993, Kraus, C-19/92, *Jurispr. blz.* I-1663, punt 32; 9 september 2003, Burbaud, C-285/01, *Jurispr. blz.* I-8219, punt 95, en 5 oktober 2004, CaixaBank France, C-442/02, *Jurispr. blz.* I-8961, punt 11).

[...]

47. Welnu, een regeling als die welke aan de orde is in het hoofdgeding, kan dergelijke beperkende gevolgen hebben voor zover zij aansluiting bij de zorgverzekering afhankelijk stelt van het wonen in een bepaald gedeelte van het nationale grondgebied, te weten het Nederlandse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, dan wel in een andere lidstaat.

48. Het is immers mogelijk dat migrerende werknemers die een werkzaamheid in loondienst of als zelfstandige uitoefenen in een van deze twee gebieden of dat van plan zijn, worden ontmoedigd om gebruik te maken van hun recht van vrij verkeer en om hun lidstaat van herkomst te verlaten om in België te verblijven, door de omstandigheid dat hun installatie op bepaalde delen van het Belgische grondgebied tot gevolg heeft dat zij uitkeringen verliezen waarop zij anders in voorkomend geval aanspraak zouden kunnen maken. Met andere woorden, het feit dat de betrokken werknemers of zelfstandigen zich bevinden in een situatie waarin zij ofwel het voordeel van de zorgverzekering verliezen ofwel beperkt zijn in de keuze van hun woonplaats, kan op zijn minst de uitoefening van de door de artikelen 39 EG en 43 EG verleende rechten belemmeren ».

B.10.1. Daaruit volgt dat artikel 4, § 2^{ter}, van het decreet van 30 maart 1999, door de staatsburgers van andere lidstaten van de Europese Gemeenschap en de Belgische staatsburgers die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer binnen de Europese Gemeenschap en die een beroepsactiviteit uitoefenen in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, maar die in het Franse of het Duitse taalgebied wonen, uit te sluiten van het stelsel dat dit artikel invoert, die categorie van personen op discriminerende wijze hun recht van vrij verkeer ontnemt dat is gewaarborgd bij de artikelen 39 en 43 van het EG-Verdrag.

B.10.2. De eisen die inherent zijn aan de verdeling van de bevoegdheden binnen de federale structuur van België en inzonderheid het feit dat de Vlaamse Gemeenschap inzake de zorgverzekering niet bevoegd is ten aanzien van personen die op het grondgebied wonen waarvoor een andere gemeenschap bevoegd is, zijn niet van dien aard dat zij het aangeklaagde verschil in behandeling verantwoorden.

Immers, volgens de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie, waaraan dat Hof in zijn arrest van 1 april 2008 herinnert, kan :

« een instantie van een lidstaat zich niet [beroepen] op bepalingen, praktijken of situaties van zijn interne rechtsorde, daaronder begrepen bepalingen, praktijken of situaties die voortvloeien uit de grondwettelijke organisatie van die staat, [...] ter rechtvaardiging van de niet-nakoming van uit het gemeenschapsrecht voortvloeiende verplichtingen (zie met name arresten van 10 juni 2004, Commissie/Italië, C-87/02, Jurispr. blz. I-5975, punt 38, en 26 oktober 2006, Commissie/Oostenrijk, C-102/06, niet gepubliceerd in de Jurisprudentie, punt 9) ».

Ofschoon de Vlaamse Gemeenschap in beginsel geen bevoegdheden heeft ten aanzien van de categorie van personen die in het Franse of het Duitse taalgebied wonen, zou overigens een uitbreiding van het toepassingsgebied van de zorgverzekering tot die categorie van personen, rekening houdend met de uit het Europees gemeenschapsrecht voortvloeiende noodzakelijkheid, met het feit dat het om een relatief beperkte groep van personen gaat en met artikel 6, § 2, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, naar luid waarvan tenlastenemingen zullen worden geweigerd of verminderd indien de gebruiker aanspraak heeft op dekking van dezelfde kosten krachtens andere wettelijke of decretale bepalingen, niet op onevenredige wijze afbreuk doen aan de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap.

B.10.3. In zoverre het eerste middel van de Franse Gemeenschapsregering is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 39 en 43 van het EG-Verdrag, en in zoverre het betrekking heeft op de situatie van de staatsburgers van andere lidstaten van de Europese Gemeenschap en van de Belgische staatsburgers die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer binnen de Europese Gemeenschap, is het gegrond.

B.11.1. Het Hof onderzoekt vervolgens de situatie van de Belgische staatsburgers die geen gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap. Zoals het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen erop wees in punt 33 van zijn arrest van 1 april 2008, kunnen de verdragsbepalingen inzake het vrij verkeer van personen en de ter uitvoering van deze bepalingen vastgestelde handelingen, niet worden toegepast op activiteiten die geen enkel aanknopingspunt hebben met een van de situaties die het gemeenschapsrecht in aanmerking neemt, en waarvan alle relevante elementen geheel in de interne sfeer van één enkele lidstaat liggen.

Welnu, volgens het Hof van Justitie vormt de uitsluiting, van het stelsel van de zorgverzekering, van Belgische staatsburgers die een beroepsactiviteit uitoefenen in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, maar die in het Franse of het Duitse taalgebied wonen en nooit gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap, een zuiver interne situatie waarop het gemeenschapsrecht niet kan worden toegepast.

B.11.2. Daaruit volgt dat de desbetreffende middelen, in zoverre ze de situatie bekritisieren van de Belgische staatsburgers die een beroepsactiviteit uitoefenen in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, maar in het Franse of het Duitse taalgebied wonen en nooit gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer van personen binnen de Europese Gemeenschap, slechts moeten worden onderzocht in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van het interne recht.

B.12.1. Zoals het Hof heeft geoordeeld in B.9.5 van zijn arrest nr. 51/2006 van 19 april 2006, valt de aangelegenheid die het voorwerp uitmaakt van het bij het bestreden decreet gewijzigde decreet van 30 maart 1999 onder de bevoegdheid die bij artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de gemeenschappen is toegekend inzake persoonsgebonden aangelegenheden.

In dat arrest heeft het Hof eveneens geoordeeld dat de door de Vlaamse Gemeenschap vastgestelde territoriale toepassingscriteria niet onbestaanbaar zijn met de artikelen 128, § 2, en 130, § 2, van de Grondwet (B.9.8), dat « rekening houdend met het beperkte bedrag en met de beperkte gevolgen van de bekritiseerde maatregelen, [...] geen afbreuk [wordt] gedaan aan de bevoegdheid van de federale wetgever inzake de economische unie » (B.10.3) en dat de Vlaamse Gemeenschap « haar bevoegdheden niet [overschrijdt] indien zij, bij de uitoefening van de bevoegdheden die haar inzake de bijstand aan personen zijn toegewezen, aan een aantal personen een bijzondere bijstand toekent, onderscheiden van de bijstand toegekend in het kader van het door de federale overheid georganiseerde socialezekerheidsstelsel, en zonder te raken aan een aan die overheid voorbehouden materie » (B.10.5).

B.12.2. Naar luid van artikel 128, § 2, van de Grondwet, hebben de decreten waarbij de Vlaamse en de Franse Gemeenschap de persoonsgebonden aangelegenheden regelen,

« kracht van wet respectievelijk in het Nederlandse taalgebied en in het Franse taalgebied, alsmede, tenzij wanneer een wet aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid er anders over beschikt, ten aanzien van de instellingen gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun organisatie, moeten worden beschouwd uitsluitend te behoren tot de ene of de andere gemeenschap ».

Artikel 130, § 2, van de Grondwet bepaalt dat de decreten van de Duitstalige Gemeenschap kracht van wet hebben in het Duitse taalgebied.

B.12.3. De twee voormelde grondwetsbepalingen hebben een exclusieve territoriale bevoegdheidsverdeling tot stand gebracht. Een zodanig stelsel veronderstelt dat het onderwerp van iedere regeling die een gemeenschaps-wetgever uitvaardigt, moet kunnen worden gelokaliseerd binnen het gebied waarvoor hij bevoegd is, zodat iedere concrete verhouding of situatie slechts door één enkele wetgever wordt geregeld. De Vlaamse decreetgever is dus in beginsel niet bevoegd om een stelsel van zorgverzekering aan te nemen dat van toepassing zou zijn op personen die niet wonen op het grondgebied waarvoor hij bevoegd is.

B.13.1. Uit het arrest van het Hof van Justitie van 1 april 2008 volgt niettemin dat het criterium van de woonplaats, vermeld in artikel 4, § 2^{ter}, van het bestreden decreet, onbestaanbaar is met het Europees gemeenschapsrecht, en dat het bestreden decreet op dat punt « een [...] belemmering [bevat] van het vrije verkeer van werknemers en van de vrijheid van vestiging », zoals gewaarborgd door de artikelen 39 en 43 EG (punt 54).

B.13.2. Bijgevolg zou de vraag kunnen worden gesteld of, door de Belgische staatsburgers die in België wonen, maar niet in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en die gaan werken in één van die gebieden en die geen gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer binnen de Europese Gemeenschap, uit te sluiten van het toepassingsgebied van het bestreden decreet, die personen worden gediscrimineerd in de uitoefening van hun recht van vrij verkeer van personen binnen België, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voor zover voor die categorie van personen zou worden aangenomen dat de zekere verplichting om aan een zorgkas een bijdrage te betalen in ruil voor het eventuele toekomstige genot van de zorgverzekering, een situatie zou kunnen vormen die van dien aard is dat het vrij verkeer binnen België wordt belemmerd.

B.14. Niettemin zou een uitbreiding van het toepassingsgebied van het bestreden decreet tot Belgische staatsburgers die in het Franse of het Duitse taalgebied wonen, en die het voordeel van dat decreet niet moeten genieten krachtens het Europees gemeenschapsrecht, de Vlaamse Gemeenschap ertoe kunnen brengen controle- en toezichtmaatregelen uit te oefenen die onbestaanbaar zijn met de in B.12 vermelde territoriale bevoegdheidsregels.

B.15.1. Het door de verzoekende partijen aangevoerde verschil in behandeling zou ongedaan kunnen worden gemaakt door maatregelen die de Franse en de Duitstalige Gemeenschap zouden nemen om, bij de uitoefening van de bevoegdheden die hun zijn toegewezen bij artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ook ten voordele van de Belgische staatsburgers die wonen in de taalgebieden waarvoor zij bevoegd zijn, een analoog stelsel van zorgverzekering aan te nemen.

B.15.2. Uit wat voorafgaat en uit het arrest nr. 33/2001 van 13 maart 2001 kan bovendien niet worden afgeleid dat de federale wetgever, bij de uitoefening van de bevoegdheid inzake sociale zekerheid die hem is toegewezen bij artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voor de personen met een verminderd zelfzorgvermogen geen socialezekerheidsmaatregelen zou kunnen nemen die voor het grondgebied van het hele Rijk zouden gelden, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake de bijstand aan personen.

Ook al oordeelde het Hof in het voormelde arrest dat de Vlaamse decreetgever geen inbreuk had gemaakt op de bevoegdheid van de federale wetgever inzake sociale zekerheid, toch preciseerde het in B.3.9.3 :

« De maatregelen waarmee de gemeenschap een sociale zekerheidsregel wil wijzigen, ze wil vervangen, ervan wil afwijken of ze wil opheffen zouden als een overschrijding van de gemeenschapsbevoegdheid moeten worden beschouwd. Maar een gemeenschap overschrijdt haar bevoegdheden niet indien zij, bij de uitoefening van de bevoegdheden die haar inzake de bijstand aan personen zijn toegewezen, aan een aantal personen een bijzondere bijstand toekent, onderscheiden van de bijstand toegekend in het kader van het door de federale overheid georganiseerde socialezekerheidsstelsel, en zonder te raken aan een aan die overheid voorbehouden materie ».

Uit dat arrest kan dus niet worden afgeleid dat er ten aanzien van personen met een verminderd zelfzorgvermogen geen maatregelen zouden kunnen worden genomen die behoren tot de sociale zekerheid, vermits het Hof eveneens verduidelijkte dat de bijzondere wetgever, door de gemeenschappen bevoegd te maken voor de bijstand aan personen, « de gemeenschappen heeft willen verbieden dezelfde materies te behandelen, en ze niet heeft willen verbieden belangstelling te hebben voor dezelfde personen als diegenen over wie de federale wetgever zich bekommert » (B.3.7).

B.16. Zonder dat het Hof moet onderzoeken of de in B.13.2 bedoelde personen zouden kunnen worden gediscrimineerd in de uitoefening van hun recht van vrij verkeer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dient te worden vastgesteld dat die eventuele discriminatie in elk geval haar oorsprong niet zou kunnen vinden in het bestreden decreet, maar in het ontbreken van analoge bepalingen in de decreten van de Franse en de Duitstalige Gemeenschap of in de ontstentenis van federale socialezekerheidsmaatregelen, deze laatste met inachtneming van hetgeen is gesteld in B.15.2, zodat de middelen van intern recht die tegen de bepalingen van het decreet zijn gericht, niet gegrond zijn.

B.17. Aangezien het onderzoek van de in B.2 vermelde middelen, in zoverre ze zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 23 en 191 van de Grondwet, niet kan leiden tot een andere conclusie, dienen die middelen niet verder te worden onderzocht.

B.18. De ongrondwettigheid vastgesteld in B.10.3 vloeit voort uit artikel 4, § 2^{ter}, van het decreet van 30 maart 1999, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2004. De terugwerkende kracht van de vernietiging van die bepaling zou echter met zich meebrengen dat personen die niet in België wonen en voor wie uit eigen recht en vanwege tewerkstelling in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op grond van de aanwijzingsregels van de verordening (EEG) nr. 1408/71, de federale Belgische wetgeving van toepassing is, in strijd met het Europees gemeenschapsrecht van het toepassingsgebied van de zorgverzekering worden uitgesloten.

Rekening houdend met het in B.5.1 vermelde antwoord van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op de vierde prejudiciële vraag die aan dat Hof werd voorgelegd, moeten de gevolgen van de vernietigde bepaling, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, worden gehandhaafd tot de inwerkingtreding van bepalingen die worden aangenomen om de vastgestelde ongrondwettigheid ongedaan te maken, en uiterlijk tot 31 december 2009.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 4, § 2^{ter}, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering, zoals ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 30 april 2004 houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling totdat nieuwe bepalingen in werking treden, en uiterlijk tot 31 december 2009.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 21 januari 2009.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2009 — 563

[2009/200266]

Auszug aus dem Urteil Nr. 11/2009 vom 21. Januar 2009

Geschäftsverzeichnissrn. 3194 und 3195

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigserklärung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 30. April 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, erhoben von der Regierung der Französischen Gemeinschaft und von der Wallonischen Regierung.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goey, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. Dezember 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Dezember 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Regierung der Französischen Gemeinschaft Klage auf Nichtigserklärung von Paragraph 2^{ter} von Artikel 4 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, eingefügt durch das Dekret vom 30. April 2004 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juni 2004).

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. Dezember 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Dezember 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Wallonische Regierung Klage auf Nichtigserklärung des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 30. April 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, wenigstens auf teilweise Nichtigserklärung von Artikel 4 dieses Dekrets vom 30. März 1999, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2004 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juni 2004).

Diese unter den Nummern 3194 und 3195 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Wie der Hof in seinem Urteil Nr. 51/2006 vom 19. April 2006 in B.11 angemerkt hat, geht aus den durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft (Rechtssache Nr. 3194) und durch die Wallonische Regierung (Rechtssache Nr. 3195) eingereichten Nichtigkeitsklageschriften hervor, dass die Klagegründe, indem darin eine Diskriminierung einer Kategorie von Arbeitnehmern angeführt wird, gegen Artikel 4 § 2^{ter} des Dekrets vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, eingefügt durch Artikel 2 des Dekrets vom 30. April 2004, gerichtet sind; dieser bestimmt:

«§ 2^{ter}. Jede Person, die nicht in Belgien wohnt und auf die aufgrund ihres eigenen Rechts und wegen der Beschäftigung im niederländischen Sprachgebiet das System der sozialen Sicherheit in Belgien gemäß den Zuweisungsregeln der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 Anwendung findet, muss einer Pflegeversicherungskasse angeschlossen sein, die kraft dieses Dekrets anerkannt ist. Die Bestimmungen dieses Dekrets über die in § 1 erwähnten Personen finden sinngemäße Anwendung.

Jede Person, die nicht in Belgien wohnt und auf die aufgrund ihres eigenen Rechts und wegen der Beschäftigung im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt das System der sozialen Sicherheit in Belgien gemäß den Zuweisungsregeln der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 Anwendung findet, kann sich freiwillig einer Pflegeversicherungskasse anschließen, die kraft dieses Dekrets anerkannt ist. Die Bestimmungen dieses Dekrets über die in § 2 erwähnten Personen finden sinngemäße Anwendung».

In Bezug auf die Klagegründe

B.2.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft leitet einen ersten Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 18, 39 und 43 des EG-Vertrags, sowie mit den Artikeln 2, 3, 13, 18, 19, 20, 25 und 28 der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 des Rates vom 14. Juni 1971 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, ab, indem Paragraph 2^{ter} von Artikel 4 des Dekrets vom 30. März 1999, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Dekrets, die Anwendung der Dekretsregelung von der Bedingung abhängig mache, dass diese Personen «nicht in Belgien wohnen» und somit von dieser Regelung die Personen, die «in Belgien wohnen» und im niederländischen Sprachgebiet beschäftigt sind, von dieser Regelung ausschließe.

In einem ersten Teil des Klagegrunds wird angeführt, dass die gleichzeitige Erwähnung einer territorialen Zuständigkeit entsprechend dem Aufenthaltsort und dem Ort der Ausübung einer beruflichen Tätigkeit im Dekret ein Hindernis für die Freizügigkeit der Personen, insbesondere der Arbeitnehmer, die vom zweiten Kriterium betroffen seien, darstelle und eine Diskriminierung einführe.

In einem zweiten Teil des Klagegrunds führt die Regierung der Französischen Gemeinschaft an, dass die angefochtenen Bestimmungen eine «umgekehrte Diskriminierung» der eigenen Staatsangehörigen mit sich brächten, die im niederländischen Sprachgebiet arbeiteten und durch Nutzung ihres Rechts auf Freizügigkeit einen ausländischen Mitgliedstaat verlassen hätten, in dem die sich aufgehalten hätten, um sich in Belgien außerhalb des niederländischen Sprachgebietes und des zweisprachigen Gebietes Brüssel-Hauptstadt niederzulassen, und die somit den Vorteil der Pflegeversicherung verlören.

B.2.2. Im ersten Teil ihres zweiten Klagegrunds, der unter anderem aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 23 Absatz 3 Nr. 1 und 191 der Verfassung abgeleitet ist, führt die Regierung der Französischen Gemeinschaft an, dass sich aus dem angefochtenen Artikel zwei Arten von Diskriminierungen ergäben, und zwar unter den Personen, die eine Tätigkeit im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ausübten, einerseits insofern nur diejenigen, die weder im niederländischen Sprachgebiet noch im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt noch außerhalb des Königreiches wohnten, von der Regelung des Dekrets ausgeschlossen würden, und andererseits insofern den Ausländern, die eine Tätigkeit ausübten «im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt und die daher in den Genuss des belgischen Systems der sozialen Sicherheit gelangen», eine Vorzugsregelung eingeräumt werde im Vergleich zu den Personen, «die im Königreich außerhalb des niederländischen Sprachgebietes und des zweisprachigen Gebietes Brüssel-Hauptstadt wohnen und in einem dieser beiden Gebiete arbeiten».

Der dritte Klagegrund der Wallonischen Regierung ist ebenfalls aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet.

B.2.3. In den verschiedenen Klagegründen, die aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung abgeleitet sind, werden im Wesentlichen die Wörter «die nicht in Belgien wohnt» in der angefochtenen Bestimmung bemängelt, woraus sich ergebe, dass die in Belgien, jedoch außerhalb des niederländischen Sprachgebietes und des zweisprachigen Gebietes Brüssel-Hauptstadt wohnhaften Personen aus dem System der Pflegeversicherung ausgeschlossen würden, selbst wenn sie in einem dieser Sprachgebiete eine Berufstätigkeit ausübten.

B.2.4. Nach Auffassung der Regierung der Französischen Gemeinschaft sei die betreffende Bestimmung nicht nur unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung an sich, sondern ebenfalls mit diesen Artikeln in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des europäischen Gemeinschaftsrechts, die dazu dienten, die Freizügigkeit der Personen zu gewährleisten.

B.3.1. Die Artikel 2, 3, 13, 18, 19, 20, 25 und 28 der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71, auf die im ersten Klagegrund der Klageschrift der Regierung der Französischen Gemeinschaft Bezug genommen wird, bestimmen:

«Artikel 2 - Persönlicher Geltungsbereich

(1) Diese Verordnung gilt für Arbeitnehmer und Selbständige sowie für Studierende, für welche die Rechtsvorschriften eines oder mehrerer Mitgliedstaaten gelten oder galten, soweit sie Staatsangehörige eines Mitgliedstaats sind oder als Staatenlose oder Flüchtlinge im Gebiet eines Mitgliedstaats wohnen, sowie für deren Familienangehörige und Hinterbliebene.

(2) Diese Verordnung gilt für Hinterbliebene von Arbeitnehmern und Selbständigen sowie von Studierenden, für welche die Rechtsvorschriften eines oder mehrerer Mitgliedstaaten galten, und zwar ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit dieser Personen, wenn die Hinterbliebenen Staatsangehörige eines Mitgliedstaats sind oder als Staatenlose oder Flüchtlinge im Gebiet eines Mitgliedstaats wohnen.

Artikel 3 - Gleichbehandlung

(1) Die Personen, die im Gebiet eines Mitgliedstaats wohnen und für die diese Verordnung gilt, haben die gleichen Rechte und Pflichten auf Grund der Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats wie die Staatsangehörige dieses Staates, soweit besondere Bestimmungen dieser Verordnung nichts anderes vorsehen.

(2) Absatz 1 gilt auch für das aktive Wahlrecht bei der Wahl der Mitglieder der Organe der Träger der sozialen Sicherheit und für das Recht, sich an ihrer Benennung zu beteiligen; die Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Wählbarkeit und die Art der Benennung der genannten Personen für diese Organe werden jedoch davon nicht berührt.

(3) Der Geltungsbereich der Abkommen über soziale Sicherheit, die auf Grund von Artikel 7 Absatz 2 Buchstabe c) weiterhin anwendbar sind, sowie der Abkommen, die auf Grund von Artikel 8 Absatz 1 abgeschlossen werden, wird auf alle von dieser Verordnung erfassten Personen erstreckt, soweit Anhang II nichts anderes bestimmt».

«Artikel 13 - Allgemeine Regelung

(1) Ein Arbeitnehmer, für den diese Verordnung gilt, unterliegt den Rechtsvorschriften nur eines Mitgliedstaats. Welche Rechtsvorschriften dies sind, bestimmt sich nach diesem Titel.

(2) Soweit nicht die Artikel 14 bis 17 etwas anderes bestimmen, gilt Folgendes:

a) ein Arbeitnehmer, der im Gebiet eines Mitgliedstaats beschäftigt ist, unterliegt den Rechtsvorschriften dieses Staates, und auch dann, wenn er im Gebiet eines anderen Mitgliedstaats wohnt oder sein Arbeitgeber oder das Unternehmen, das ihn beschäftigt, seinen Wohnsitz oder Betriebsitz im Gebiet eines anderen Mitgliedstaats hat;

b) ein Arbeitnehmer, der an Bord eines Schiffes beschäftigt ist, das unter der Flagge eines Mitgliedstaats fährt, unterliegt den Rechtsvorschriften dieses Staates;

c) Beamte und ihnen gleichgestellte Personen unterliegen den Rechtsvorschriften des Mitgliedstaats, in dessen Behörden sie beschäftigt sind;

d) ein zum Wehrdienst eines Mitgliedstaats einberufener oder wiedereinberufener Arbeitnehmer behält seine Arbeitnehmereigenschaft und unterliegt den Rechtsvorschriften des betreffenden Staates; ist die Inanspruchnahme dieser Rechtsvorschriften von dem Nachweis von Versicherungszeiten vor der Einberufung oder nach der Entlassung aus dem Wehrdienst abhängig, so werden die nach den Rechtsvorschriften eines anderen Mitgliedstaats zurückgelegten Versicherungszeiten, soweit erforderlich, wie Versicherungszeiten berücksichtigt, die nach den Rechtsvorschriften des ersten Staates zurückgelegt worden sind».

«Artikel 18 - Zusammenrechnung der Versicherungszeiten

(1) Der zuständige Träger eines Mitgliedstaats, nach dessen Rechtsvorschriften der Erwerb, die Aufrechterhaltung oder das Wiederaufleben des Leistungsanspruchs von der Zurücklegung von Versicherungszeiten abhängig ist, berücksichtigt, soweit erforderlich, die Versicherungszeiten nach den Rechtsvorschriften eines anderen Mitgliedstaats, als handelte es sich um Zeiten, die nach den für diesen Träger geltenden Rechtsvorschriften zurückgelegt worden sind.

(2) Absatz 1 gilt auch für Saisonarbeiter, selbst wenn es sich um Zeiten handelt, die vor dem Zeitpunkt einer Unterbrechung der Versicherung liegen, die länger gedauert hat, als es nach den Rechtsvorschriften des zuständigen Staates zulässig ist, unter der Voraussetzung, dass die Versicherung des betreffenden Arbeitnehmer nicht länger als vier Monate lang unterbrochen war.

[...]

Artikel 19 - Wohnort in einem anderen als dem zuständigen Mitgliedstaats - Allgemeine Regelung

(1) Arbeitnehmer, die im Gebiet eines anderen als des zuständigen Mitgliedstaats wohnen und die die nach den Rechtsvorschriften zuständigen Staates für den Leistungsanspruchs erforderlichen Voraussetzungen, gegebenenfalls unter Berücksichtigung des Artikel 18, erfüllen, erhalten in dem Staat, in dem sie wohnen:

a) Sachleistungen, die sie für Rechnung des zuständigen Trägers vom Träger des Wohnorts nach den für diesen Träger geltenden Rechtsvorschriften erhalten, als ob sie bei diesem versichert wären;

b) Geldleistungen vom zuständigen Träger nach den für diesen geltenden Rechtsvorschriften. Im Einvernehmen zwischen dem zuständigen Träger und dem Träger des Wohnorts können diese Leistungen jedoch auch vom Träger des Wohnorts nach den Rechtsvorschriften des zuständigen Staates für Rechnung des zuständigen Trägers gewährt werden.

(2) Absatz 1 Buchstabe a) gilt entsprechend für Familienangehörige, die im Gebiet eines anderen als des zuständigen Mitgliedstaats wohnen, sofern sie nicht auf Grund der Rechtsvorschriften des Staates, im dessen Gebiet sie wohnen, Anspruch auf Sachleistungen haben.

Artikel 20 - Grenzgänger und deren Familienangehörige - Sonderregelungen

Grenzgänger können die Leistungen auch im Gebiet des zuständigen Staates erhalten. Diese Leistungen werden vom zuständigen Träger nach den Rechtsvorschriften dieses Staates erbracht, als ob der Grenzgänger dort wohnte. Die Familienangehörige eines Grenzgänger können unter den gleichen Voraussetzungen Sachleistungen erhalten; die Gewährung dieser Leistungen ist jedoch - außer in dringlichen Fällen - davon abhängig, dass zwischen den betreffenden Mitgliedstaaten oder zwischen den zuständigen Behörden dieser Staaten eine entsprechende Vereinbarung getroffen worden ist oder dass, in Ermangelung einer solchen Vereinbarung, der zuständige Träger vorher seine Genehmigung hierzu erteilt hat».

«Artikel 25

(1) Ein Arbeitsloser, auf den Artikel 69 Absatz 1 und Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe b) Ziffer ii) Satz 2 Anwendung findet, erhält während des in Artikel 69 Absatz 1 Buchstabe c) genannten Zeitraums, wenn er nach den Rechtsvorschriften des zuständigen Staates die Anspruchsvoraussetzungen für Sach- und Geldleistungen - gegebenenfalls unter Berücksichtigung von Artikel 18 - erfüllt, folgende Leistungen:

a) Sachleistungen - für Rechnung des zuständigen Trägers - vom Träger des Mitgliedstaat, in dem er Beschäftigung sucht, nach den für diesen Träger geltenden Rechtsvorschriften, als wäre er bei diesem versichert;

b) Geldleistungen vom zuständigen Träger nach den für diesen geltenden Rechtsvorschriften. Im Einvernehmen zwischen dem zuständigen Träger und dem Träger des Mitgliedstaat, in dem der Arbeitslose eine Beschäftigung sucht, können diese Leistungen jedoch auch von diesem Träger nach den Rechtsvorschriften des zuständigen Staates für Rechnung des zuständigen Träger gewährt werden. Leistungen bei Arbeitslosigkeit nach Artikel 69 Absatz 1 werden während des Bezugs von Geldleistungen nicht gewährt.

(2) Ein Vollarbeitsloser, auf den Artikel 71 Absatz 1 Buchstabe a) Ziffer ii) oder Buchstabe b) Ziffer ii) Satz 1 Anwendung findet, erhält Sach- und Geldleistungen nach den Rechtsvorschriften des Mitgliedstaats, in dessen Gebiet er wohnt, als ob diese Rechtsvorschriften während seiner letzten Beschäftigung - gegebenenfalls unter Berücksichtigung von Artikel 18 - für ihn gegolten hätten, diese Leistungen gehen zu Lasten des Trägers des Wohnlandes.

(3) Erfüllt ein Arbeitsloser die in den Rechtsvorschriften des Mitgliedstaats, der die Leistungen bei Arbeitslosigkeit zu tragen hat, für den Anspruch auf Sachleistungen geforderten Voraussetzungen - gegebenenfalls unter Berücksichtigung von Artikel 18 -, so erhalten seine Familienangehörigen in jedem Mitgliedstaat, in dessen Gebiet sie wohnen oder sich aufhalten, diese Sachleistungen. Diese Leistungen werden vom Träger des Wohn- oder Aufenthaltsorts nach den für ihn geltenden Rechtsvorschriften für Rechnung des zuständigen Trägers des Mitgliedstaat, gewährt, zu dessen Lasten die Leistungen bei Arbeitslosigkeit gehen.

(4) Der zuständige Träger kann den in Absatz 1 genannten Zeitraum in Fällen höherer Gewalt bis zu der Hoehstdauer verlängern, die den für den zuständigen Träger geltenden Rechtsvorschriften vorgesehen ist; innerstaatliche Rechtsvorschriften eines Mitgliedstaats, die die Zahlung von Leistungen bei Krankheit während eines längeren Zeitraums erlauben, bleiben unberührt».

«Artikel 28 - Rentenanspruch auf Grund der Rechtsvorschriften eines einzigen oder mehrerer Staaten, falls ein Anspruch auf Sachleistungen im Wohnland nicht besteht

(1) Ein Rentner, der nach den Rechtsvorschriften eines oder mehrerer Mitgliedstaaten zum Bezug von Rente berechtigt ist und keinen Anspruch auf Sachleistungen nach den Rechtsvorschriften des Mitgliedstaats hat, in dessen Gebiet er wohnt, erhält dennoch Leistungen für sich und seine Familienangehörigen, sofern - gegebenenfalls unter Berücksichtigung von Artikel 18 und Anhang V - nach den Vorschriften des Staates, auf Grund deren die Rente geschuldet wird, oder zumindest eines der Mitgliedstaaten, nach deren Rente geschuldet wird, Anspruch auf Sachleistungen bestünde, wenn im Gebiet des betreffenden Staates wohnte. Der Träger des Wohnorts gewährt diese Leistungen für Rechnung des in Absatz 2 bezeichneten Träger, als ob der Rentner nach den Rechtsvorschriften des Staates, in dessen Gebiet er wohnt, Anspruch auf Rente und auf Sachleistungen hätte.

(2) In den in Absatz 1 genannten Fällen wird der Träger, zu dessen Lasten die Sachleistungen gehen, wie folgt bestimmt:

a) Hat der Rentner Anspruch auf diese Sachleistungen auf Grund der Rechtsvorschriften nur eines Mitgliedstaats, so übernimmt der zuständige Träger dieses Staates die Kosten;

b) hat der Rentner nach den Rechtsvorschriften von zwei oder mehr Mitgliedstaaten Anspruch auf diese Sachleistungen, so werden die Kosten von dem zuständige Träger des Mitgliedstaats übernommen, nach dessen Rechtsvorschriften er die längste Versicherungszeit zurückgelegt hat; sofern die Anwendung dieser Vorschrift dazu führt, dass die Kosten der Leistungen von mehreren Träger zu übernehmen wären, gehen die Kosten zu Lasten des Trägers, bei dem der Rentenberechtigte zuletzt versichert war».

B.3.2. Artikel 18 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft bestimmt:

«(1) Jeder Unionsbürger hat das Recht, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten vorbehaltlich der in diesem Vertrag und in den Durchführungsvorschriften vorgesehenen Beschränkungen und Bedingungen frei zu bewegen und aufzuhalten.

(2) Erscheint zur Erreichung dieses Ziels ein Tätigwerden der Gemeinschaft erforderlich und sieht dieser Vertrag hierfür keine Befugnisse vor, so kann der Rat Vorschriften erlassen, mit denen die Ausübung der Rechte nach Absatz 1 erleichtert wird. Er beschließt gemäß dem Verfahren des Artikels 251.

(3) Absatz 2 gilt nicht für Vorschriften betreffend Pässe, Personalausweise, Aufenthaltstitel oder diesen gleichgestellte Dokumente und auch nicht für Vorschriften betreffend die soziale Sicherheit oder den sozialen Schutz».

Artikel 39 des EG-Vertrags bestimmt:

«(1) Innerhalb der Gemeinschaft ist die Freizügigkeit der Arbeitnehmer gewährleistet.

(2) Sie umfasst die Abschaffung jeder auf der Staatsangehörigkeit beruhenden unterschiedlichen Behandlung der Arbeitnehmer der Mitgliedstaaten in Bezug auf Beschäftigung, Entlohnung und sonstige Arbeitsbedingungen.

(3) Sie gibt - vorbehaltlich der aus Gründen der öffentlichen Ordnung, Sicherheit und Gesundheit gerechtfertigten Beschränkungen - den Arbeitnehmern das Recht,

- a) sich um tatsächlich angebotene Stellen zu bewerben;
- b) sich zu diesem Zweck im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen;
- c) sich in einem Mitgliedstaat aufzuhalten, um dort nach den für die Arbeitnehmer dieses Staates geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften eine Beschäftigung auszuüben;
- d) nach Beendigung einer Beschäftigung im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats unter Bedingungen zu verbleiben, welche die Kommission in Durchführungsverordnungen festlegt.

(4) Dieser Artikel findet keine Anwendung auf die Beschäftigung in der öffentlichen Verwaltung».

Artikel 43 des EG-Vertrags bestimmt:

«Die Beschränkungen der freien Niederlassung von Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats sind nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen verboten. Das Gleiche gilt für Beschränkungen der Gründung von Agenturen, Zweigniederlassungen oder Tochtergesellschaften durch Angehörige eines Mitgliedstaats, die im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats ansässig sind.

Vorbehaltlich des Kapitels über den Kapitalverkehr umfasst die Niederlassungsfreiheit die Aufnahme und Ausübung selbstständiger Erwerbstätigkeiten sowie die Gründung und Leitung von Unternehmen, insbesondere von Gesellschaften im Sinne des Artikels 48 Absatz 2, nach den Bestimmungen des Aufnahmestaats für seine eigenen Angehörigen».

B.4. Nachdem der Hof festgestellt hatte, dass die Klagegründe mehrere Fragen im Zusammenhang mit dem europäischen Recht aufwarfen, stellte er in seinem Urteil Nr. 51/2006 - vor der Prüfung der Klagegründe auf ihre Begründetheit hin - dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften folgende Vorabentscheidungsfragen:

«1. Stellt ein Pflegeversicherungssystem, das (a) durch eine autonome Gemeinschaft eines Föderalstaates, der Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft ist, eingeführt wird, (b) auf die Personen anwendbar ist, die ihren Wohnsitz in dem Gebietsteil dieses Föderalstaats haben, für den diese autonome Gemeinschaft zuständig ist, (c) Anspruch auf die Übernahme der Kosten durch ein solches System für nicht ärztliche Hilfe- oder Dienstleistungen zugunsten von Personen mit einer längeren und schweren Einschränkung der Eigenständigkeit in Form einer pauschalen Beteiligung an deren Kosten verleiht und (d) einerseits durch Jahresbeiträge der Mitglieder und andererseits durch eine Dotation zu Lasten des Ausgabenhaushaltsplans der betroffenen autonomen Gemeinschaft finanziert wird, ein System dar, das zum sachlichen Anwendungsbereich der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 des Rates vom 14. Juni 1971 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, so wie er in Artikel 4 dieser Verordnung definiert ist, gehört?

2. Im Falle einer bejahenden Antwort auf die erste Vorabentscheidungsfrage: Ist die obengenannte Verordnung, insbesondere ihre Artikel 2, 3 und 13 sowie, insofern sie anwendbar sind, ihre Artikel 18, 19, 20, 25 und 28 in dem Sinne auszulegen, dass diese Bestimmungen dagegen sprechen, dass eine autonome Gemeinschaft eines Föderalstaates, der Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft ist, Bestimmungen annimmt, die in der Ausübung ihrer Zuständigkeiten den Zugang zur Versicherbarkeit und den Vorteil eines Systems der sozialen Sicherheit im Sinne dieser Verordnung auf die Personen begrenzen, die ihren Wohnsitz in dem Gebiet haben, für das diese autonome Gemeinschaft zuständig ist, sowie hinsichtlich der Bürger der Europäischen Union auf die Personen, die in diesem Gebiet beschäftigt sind und ihren Wohnsitz in einem anderen Mitgliedstaat haben, unter Ausschluss jener Personen, ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit, die ihren Wohnsitz in einem Gebietsteil des Föderalstaates haben, für den eine andere autonome Gemeinschaft zuständig ist?

3. Sind die Artikel 18, 39 und 43 des EG-Vertrags in dem Sinne auszulegen, dass sie dagegen sprechen, dass eine autonome Gemeinschaft eines Föderalstaates, der Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft ist, Bestimmungen annimmt, die in der Ausübung ihrer Zuständigkeiten den Zugang zur Versicherbarkeit und den Vorteil eines Systems der sozialen Sicherheit im Sinne der obengenannten Verordnung auf die Personen begrenzen, die ihren Wohnsitz in dem Gebiet haben, für das diese autonome Gemeinschaft zuständig ist, sowie hinsichtlich der Bürger der Europäischen Union auf die Personen, die in diesem Gebiet beschäftigt sind und ihren Wohnsitz in einem anderen Mitgliedstaat haben, unter Ausschluss jener Personen, ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit, die ihren Wohnsitz in einem Gebietsteil des Föderalstaates haben, für den eine andere autonome Gemeinschaft zuständig ist?

4. Sind die Artikel 18, 39 und 43 des EG-Vertrags in dem Sinne auszulegen, dass sie dagegen sprechen, dass der Anwendungsbereich eines solchen Systems auf die Personen begrenzt wird, die ihren Wohnsitz in den in diesem System erwähnten Teilgebieten eines Föderalstaates, der Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft ist, haben?».

B.5.1. In seinem Urteil vom 1. April 2008 in der Rechtssache C-212/06 hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die vier Fragen beantwortet.

Auf die erste Frage antwortete der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften Folgendes:

«Leistungen aus einem System wie dem mit Dekret des flämischen Parlaments zur Organisation der Pflegeversicherung (Decreet houdende de organisatie van de zorgverzekering) vom 30. März 1999 in der Fassung des Dekrets des flämischen Parlaments zur Änderung des Dekrets vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung (Decreet van de Vlaamse Gemeenschap houdende wijziging van het decreet van 30 maart 1999 houdende de organisatie van de zorgverzekering) vom 30. April 2004 eingeführten System der Pflegeversicherung fallen in den sachlichen Geltungsbereich der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 des Rates vom 14. Juni 1971 zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und Selbständige sowie deren Familienangehörige, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, in ihrer durch die Verordnung (EG) Nr. 118/97 des Rates vom 2. Dezember 1996 geänderten und aktualisierten Fassung, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 307/1999 des Rates vom 8. Februar 1999».

Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften hat die zweite und die dritte Vorabentscheidungsfrage zusammen behandelt und für Recht erkannt:

«Die Art. 39 EG und 43 EG sind dahin auszulegen, dass sie einer Regelung einer föderalen Einheit eines Mitgliedstaats wie der von der Flämischen Gemeinschaft mit dem Dekret vom 30. März 1999 in der Fassung des Dekrets des flämischen Parlaments vom 30. April 2004 eingeführten Regelung über die Pflegeversicherung, die den Anschluss an ein System der sozialen Sicherheit und die in diesem System vorgesehenen Leistungen auf Personen beschränkt, die entweder in dem Gebiet wohnen, für das diese Einheit zuständig ist, oder in eben diesem Gebiet eine Berufstätigkeit ausüben und zugleich in einem anderen Mitgliedstaat wohnen, entgegenstehen, soweit eine solche Beschränkung Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten oder Inländer berührt, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben».

Auf die vierte Vorabentscheidungsfrage hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften schließlich geantwortet, dass die in den Randnummern 47 bis 59 des Urteils zur Beantwortung der zweiten und der dritten Frage dargestellten Erwägungen erst recht für eine Regelung gelten würden, die eine zusätzliche Beschränkung gegenüber dem nach dem Erlass des Dekrets vom 30. April 2004 geltenden System enthalte, da diese Regelung alle Personen von ihrem Geltungsbereich ausgeschlossen habe, die eine Berufstätigkeit im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ausübten, ihren Wohnsitz jedoch außerhalb dieser beiden Gebiete hätten, also auch diejenigen, die in einem anderen Mitgliedstaat wohnten.

B.5.2. Der Hof prüft die Klagegründe unter Berücksichtigung des vorerwähnten Urteils des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften.

B.6. Die angefochtene Bestimmung bewirkt, dass Personen, einschließlich der Staatsangehörigen anderer Mitgliedstaaten, die im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt arbeiten, jedoch im französischen oder deutschen Sprachgebiet wohnen, vom Anwendungsbereich des Dekrets ausgeschlossen sind.

B.7. In diesem Zusammenhang ist zwischen zwei Situationen zu unterscheiden: diejenige der Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft und der belgischen Staatsangehörigen, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, einerseits und diejenige der belgischen Staatsangehörigen, die nicht von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, andererseits.

B.8.1. Der Hof prüft zunächst die Lage der Staatsangehörigen anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft sowie der belgischen Staatsangehörigen, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben und die im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt arbeiten, jedoch im französischen oder deutschen Sprachgebiet wohnen.

B.8.2. Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass der flämische Dekretgeber mit den angefochtenen Bestimmungen einer Aufforderung der Europäischen Kommission entsprechen wollte, die ihn drängte, die Regelung bezüglich der Organisation der Pflegeversicherung mit der Europäischen Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 in Einklang zu bringen (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2003-2004, Nr. 1907/1, S. 2).

Auch der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften hat in seinem Urteil vom 1. April 2008 erkannt, dass Leistungen aus der flämischen Pflegeversicherung zum materiellen Wirkungsbereich der genannten Verordnung gehören, was zur Folge hat, dass bei der Gewährung solcher Leistungen für Personen, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, grundsätzlich vom Ort ihrer Beschäftigung auszugehen ist.

B.9. In Bezug auf die Lage der Staatsangehörigen anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft und der belgischen Staatsangehörigen, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften in seinem vorerwähnten Urteil erkannt,

«44. [...] dass sämtliche Vertragsbestimmungen über die Freizügigkeit den Gemeinschaftsangehörigen die Ausübung beruflicher Tätigkeiten aller Art im Gebiet der Gemeinschaft erleichtern sollen und Maßnahmen entgegenstehen, die die Gemeinschaftsangehörigen benachteiligen könnten, wenn sie eine Erwerbstätigkeit im Gebiet eines anderen Mitgliedstaats ausüben wollen (Urteile vom 7. Juli 1988, Wolf u. a., 154/87 und 155/87, *Slg.* 1988, 3897, Randnr. 13, Terhoeve, Randnr. 37, und vom 11. September 2007, Kommission/Deutschland, C-318/05, *Slg.* 2007, I-0000, Randnr. 114). In diesem Zusammenhang haben die Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten insbesondere das unmittelbar aus dem Vertrag abgeleitete Recht, ihr Herkunftsland zu verlassen, um sich zur Ausübung einer wirtschaftlichen Tätigkeit in das Gebiet eines anderen Mitgliedstaats zu begeben und sich dort aufzuhalten (vgl. u. a. Urteile Bosman, Randnr. 95, und Terhoeve, Randnr. 38).

45. Folglich stehen die Art. 39 EG und 43 EG jeder nationalen Maßnahme entgegen, die, auch wenn sie ohne Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit anwendbar ist, geeignet ist, die Ausübung der durch den Vertrag garantierten Grundfreiheiten durch die Gemeinschaftsangehörigen zu behindern oder weniger attraktiv zu machen (vgl. in diesem Sinne Urteile vom 31. März 1993, Kraus, C-19/92, *Slg.* 1993, I-1663, Randnr. 32, vom 9. September 2003, Burbaud, C-285/01, *Slg.* 2003, I-8219, Randnr. 95, und vom 5. Oktober 2004, CaixaBank France, C-442/02, *Slg.* 2004, I-8961, Randnr. 11).

[...]

47. Eine Regelung wie die im Ausgangsverfahren in Rede stehende kann solche beschränkenden Wirkungen entfalten, wenn sie den Anschluss an das Pflegeversicherungssystem von dem Erfordernis eines Wohnsitzes entweder in einem abgegrenzten Teil des Staatsgebiets, nämlich im niederländischen Sprachgebiet bzw. im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt, oder in einem anderen Mitgliedstaat abhängig macht.

48. Wanderarbeitnehmer und -selbständige, die eine abhängige Beschäftigung oder eine selbständige Erwerbstätigkeit in einem dieser beiden Gebiete ausüben oder ausüben wollen, könnten nämlich davon abgehalten werden, von ihrer Freizügigkeit Gebrauch zu machen und ihren Herkunftsmitgliedstaat zu verlassen, um sich in Belgien aufzuhalten, weil eine Wohnsitznahme in bestimmten Teilen des belgischen Staatsgebiets den Verlust der Möglichkeit mit sich bringen würde, in den Genuss von Leistungen zu kommen, die sie andernfalls hätten beanspruchen können. Mit anderen Worten, der Umstand, dass sich die betroffenen Arbeitnehmer oder Selbständigen in der Situation befinden, entweder die Pflegeversicherung zu verlieren oder in der Wahl des Ortes, an den sie ihren Wohnsitz verlegen, beschränkt zu sein, ist zumindest geeignet, die Ausübung der durch die Art. 39 EG und 43 EG verliehenen Rechte zu behindern».

B.10.1. Daraus ist zu schlussfolgern, dass Artikel 4 § 2ter des Dekrets vom 30. März 1999, indem er die Staatsangehörigen anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft und die belgischen Staatsangehörigen, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben und die eine Berufstätigkeit im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt ausüben, jedoch im französischen oder deutschen Sprachgebiet wohnen, von dem durch diesen Artikel eingeführten System ausschließt, dieser Kategorie von Personen auf diskriminierende Weise ihr Freizügigkeitsrecht entzieht, das durch die Artikel 39 und 43 des EG-Vertrags gewährleistet wird.

B.10.2. Die Anforderungen im Zusammenhang mit der Verteilung der Zuständigkeiten innerhalb der föderalen Struktur Belgiens und insbesondere der Umstand, dass die Flämische Gemeinschaft keine Befugnis in Bezug auf die Pflegeversicherung für Personen ausüben könnte, die in einem Gebiet wohnen, für das eine andere Gemeinschaft zuständig ist, sind nicht geeignet, den angefochtenen Behandlungsunterschied zu rechtfertigen.

Es entspricht nämlich einer ständigen Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften, die dieser in seinem Urteil vom 1. April 2008 in Erinnerung ruft,

«dass sich eine Verwaltungseinheit eines Mitgliedstaats nicht auf Bestimmungen, Übungen oder Umstände der internen Rechtsordnung dieses Staates, einschließlich solcher, die sich aus seiner verfassungsmäßigen Ordnung ergeben, berufen kann, um die Nichteinhaltung der aus dem Gemeinschaftsrecht folgenden Verpflichtungen zu rechtfertigen (vgl. u. a. Urteile vom 10. Juni 2004, Kommission/Italien, C-87/02, Slg. 2004, I-5975, Randnr. 38, und vom 26. Oktober 2006, Kommission/Österreich, C-102/06, nicht in der amtlichen Sammlung veröffentlicht, Randnr. 9)».

Obwohl die Flämische Gemeinschaft grundsätzlich nicht für die Kategorie von Personen, die im französischen oder im deutschen Sprachgebiet wohnen, zuständig ist, würde im Übrigen die Ausdehnung des Anwendungsbereichs der Pflegeversicherung auf diese Kategorie von Personen, unter Berücksichtigung der sich aus dem europäischen Gemeinschaftsrecht ergebenden Notwendigkeit, des Umstandes, dass es sich um eine relativ begrenzte Personengruppe handelt, sowie des Artikels 6 § 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, wonach die Kostenübernahmen verweigert oder verringert werden, wenn der Benutzer Anrecht auf die Deckung derselben Kosten aufgrund anderer Gesetzes- oder Dekretsbestimmungen hat, nicht auf unverhältnismäßige Weise die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft beeinträchtigen.

B.10.3. Insofern der erste Klagegrund der Regierung der Französischen Gemeinschaft aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 39 und 43 des EG-Vertrags abgeleitet ist und insofern er sich auf die Lage der Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft und der belgischen Staatsangehörigen, die von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, bezieht, ist er begründet.

B.11.1. Der Hof prüft sodann die Lage der belgischen Staatsangehörigen, die nicht von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben. Wie der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften in Randnummer 33 seines Urteils vom 1. April 2008 angeführt hat, sind die Vertragsbestimmungen über die Freizügigkeit und die zur Durchführung dieser Bestimmungen erlassenen Maßnahmen nicht auf Tätigkeiten anwendbar, die keine Berührung mit irgendeinem der Sachverhalte aufweisen, auf die das Gemeinschaftsrecht abstellt, und die mit keinem relevanten Element über die Grenzen eines Mitgliedstaats hinausweisen.

Nach Auffassung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften bildet jedoch die Situation des Ausschlusses belgischer Staatsangehöriger, die im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt arbeiten, jedoch im französischen oder deutschen Sprachgebiet wohnen und nie von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, vom System der Pflegeversicherung einen rein internen Sachverhalt, auf den das Gemeinschaftsrecht nicht angewandt werden kann.

B.11.2. Daraus ist zu schlussfolgern, dass die diesbezüglichen Klagegründe, insofern darin die Lage der belgischen Staatsangehörigen bemängelt wird, die im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt eine Berufstätigkeit ausüben, jedoch im französischen oder deutschen Sprachgebiet wohnen und nie von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, nur insofern zu prüfen sind, als sie aus einem Verstoß gegen das innerstaatliche Recht abgeleitet sind.

B.12.1. Wie der Hof in seinem Urteil Nr. 51/2006 vom 19. April 2006 in B.9.5 befunden hat, fällt die Angelegenheit, die Gegenstand des durch das angefochtene Dekret abgeänderten Dekrets vom 30. März 1999 ist, in die Zuständigkeit, die durch Artikel 5 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen den Gemeinschaften als personenbezogene Angelegenheiten zugewiesen wurden.

Im besagten Urteil hat der Hof ebenfalls erkannt, dass die von der Flämischen Gemeinschaft angenommenen Kriterien für die territoriale Anwendung mit den Artikeln 128 § 2 und 130 § 2 der Verfassung nicht unvereinbar sind (B.9.8), dass «angesichts der begrenzten Beträge und Wirkungen der angefochtenen Maßnahmen [...] die Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers für die Wirtschaftsunion nicht beeinträchtigt [wird]» (B.10.3) und dass die Flämische Gemeinschaft «ihre Zuständigkeiten [...] nicht [überschreitet], wenn sie in der Ausübung der ihr auf dem Gebiet des Personenbestands verliehenen Zuständigkeiten gewissen Personen eine besondere Hilfe gewährt, die sich von derjenigen unterscheidet, die durch das von der Föderalbehörde organisierte System der sozialen Sicherheit gewährt wird, ohne einen Sachbereich zu berühren, der dieser Behörde vorbehalten ist» (B.10.5).

B.12.2. Laut Artikel 128 § 2 der Verfassung haben die Dekrete, mit denen die Französische und die Flämische Gemeinschaft die personenbezogenen Angelegenheiten regeln,

«jeweils Gesetzeskraft im französischen Sprachgebiet beziehungsweise im niederländischen Sprachgebiet sowie, außer wenn ein Gesetz, das mit der in Artikel 4 letzter Absatz bestimmten Mehrheit angenommen wird, etwas anderes festlegt, in Bezug auf die im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt errichteten Einrichtungen, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zu der einen oder der anderen Gemeinschaft gehörend zu betrachten sind».

Artikel 130 § 2 der Verfassung bestimmt, dass die Dekrete der Deutschsprachigen Gemeinschaft im deutschen Sprachgebiet Gesetzeskraft haben.

B.12.3. Die beiden vorerwähnten Verfassungsbestimmungen haben eine ausschließliche Verteilung der territorialen Zuständigkeiten eingeführt. Ein solches System setzt voraus, dass der Gegenstand einer jeden Norm, die ein Gemeinschaftsgesetzgeber erlässt, innerhalb seines Zuständigkeitsgebietes muss eingegrenzt werden können, so dass jedes konkrete Verhältnis und jede konkrete Situation durch einen einzigen Gesetzgeber geregelt wird. Der flämische Dekretgeber ist somit grundsätzlich nicht befugt, ein Pflegeversicherungssystem anzunehmen, das auf Personen anwendbar wäre, die nicht in dem Gebiet wohnen, für das er zuständig ist.

B.13.1. Aus dem Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften vom 1. April 2008 geht jedoch hervor, dass das in Artikel 4 § 2ter des angefochtenen Dekrets erwähnte Kriterium des Wohnsitzes mit dem europäischen Gemeinschaftsrecht unvereinbar ist und das angefochtene Dekret in diesem Punkt eine «Beeinträchtigung der Arbeitnehmerfreizügigkeit und der Niederlassungsfreiheit» enthält, so wie diese durch die Artikel 39 und 43 EG gewährleistet werden (Randnummer 54).

B.13.2. Folglich könnte sich die Frage stellen, ob dadurch, dass belgische Staatsangehörige, die in Belgien wohnen, jedoch nicht im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt, und die in einem dieser Gebiete arbeiten und nicht von ihrem Freizügigkeitsrecht innerhalb der Europäischen Gemeinschaft Gebrauch gemacht haben, vom Anwendungsbereich des angefochtenen Dekrets ausgeschlossen werden, diese Personen in der Ausübung ihres Freizügigkeitsrechtes innerhalb Belgiens im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen diskriminiert werden, insofern für diese Kategorie von Personen davon ausgegangen würde, dass die konkrete Pflicht zur Zahlung eines Beitrags an eine Versicherungskasse als Gegenleistung zum etwaigen Vorteil der Pflegeversicherung eine Situation darstellen könnte, die geeignet wäre, die Freizügigkeit innerhalb Belgiens zu behindern.

B.14. Eine Ausdehnung des Anwendungsbereichs des angefochtenen Dekrets auf belgische Staatsangehörige, die im französischen oder im deutschen Sprachgebiet wohnen und die gemäß dem europäischen Gemeinschaftsrecht nicht in den Genuss dieses Dekrets gelangen müssten, könnte die Flämische Gemeinschaft jedoch dazu veranlassen, Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen durchzuführen, die unvereinbar wären mit den in B.12 erwähnten Regeln der territorialen Zuständigkeit.

B.15.1. Der durch die klagenden Parteien angeführte Behandlungsunterschied könnte beseitigt werden durch Maßnahmen, die die Französische und die Deutschsprachige Gemeinschaft ergreifen würden, um bei der Ausübung der ihnen durch Artikel 5 § 1 II des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen verliehenen Zuständigkeiten auch zum Vorteil der belgischen Staatsangehörigen, die in den ihrer Zuständigkeit unterliegenden Sprachgebieten wohnen, ein analoges System der Pflegeversicherung anzunehmen.

B.15.2. Aus dem Vorstehenden sowie aus dem Urteil Nr. 33/2001 vom 13. März 2001 kann im Übrigen nicht abgeleitet werden, dass der föderale Gesetzgeber bei der Ausübung der ihm durch Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 12 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen im Bereich der sozialen Sicherheit zugeteilten Zuständigkeit für Personen mit einem verringerten Selbstständigkeitsgrad keine für das gesamte Staatsgebiet geltenden Maßnahmen der sozialen Sicherheit ergreifen könnte, ohne gegen die Zuständigkeit der Gemeinschaften für den Personenbeistand zu verstoßen.

Auch wenn der Hof in dem vorerwähnten Urteil erkannt hat, dass der flämische Dekretgeber nicht gegen die Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers für die soziale Sicherheit verstoßen hat, hat er doch in B.3.9.3 präzisiert:

«Als über die Zuständigkeit einer Gemeinschaft hinausgehende Maßnahmen sollten solche angesehen werden, mit denen sie beabsichtigen würde, eine Regel der sozialen Sicherheit abzuändern, sie zu ersetzen, davon abzuweichen oder sie aufzuheben. Doch eine Gemeinschaft überschreitet nicht ihre Zuständigkeiten, wenn sie im Rahmen der ihr auf dem Gebiet der Unterstützung von Personen erteilten Zuständigkeiten gewissen Personen eine besondere Hilfe gewährt, die sich von denjenigen unterscheidet, die durch die von der Föderalbehörde organisierte Regelung der sozialen Sicherheit gewährt werden, und dies ohne einen dieser Behörde vorbehaltenen Sachbereich anzutasten».

Aus diesem Urteil ist also nicht abzuleiten, dass in Bezug auf Personen mit einem verringerten Selbstständigkeitsgrad keine Maßnahmen ergriffen werden könnten, die zum Bereich der sozialen Sicherheit gehören, da der Hof ebenfalls verdeutlicht hat, dass der Sondergesetzgeber, indem er den Gemeinschaften die Angelegenheit des Personenbeistands zugewiesen hat, «die Absicht hatte, es den Gemeinschaften zu verbieten, die gleichen Sachbereiche zu behandeln, aber nicht, sich derselben Personen anzunehmen, um die sich der föderale Gesetzgeber kümmert» (B.3.7).

B.16. Ohne dass der Hof prüfen muss, ob die in B.13.2 erwähnten Personen in der Ausübung ihres Freizügigkeitsrechtes im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen diskriminiert werden könnten, ist festzustellen, dass die etwaige Diskriminierung in jedem Fall nicht auf das angefochtene Dekret zurückzuführen wäre, sondern auf das Fehlen analoger Bestimmungen in Dekreten der Französischen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder auf das Fehlen von föderalen Maßnahmen der sozialen Sicherheit - Letztere im Einklang mit dem in B.15.2 Erwähnten -, so dass die auf dem innerstaatlichen Recht beruhenden Klagegründe gegen die Bestimmungen des Dekrets unbegründet sind.

B.17. Da die Prüfung der in B.2 angeführten Klagegründe, insofern sie aus einem Verstoß gegen die Artikel 23 und 191 der Verfassung abgeleitet sind, nicht zu einer anderen Schlussfolgerung führen könnte, bedürfen diese Klagegründe keiner weiteren Prüfung.

B.18. Die in B.10.3 festgestellte Verfassungswidrigkeit ergibt sich aus Artikel 4 § 2ter des Dekrets vom 30. März 1999 in der durch das Dekret vom 30. April 2004 abgeänderten Fassung. Die Rückwirkung der Nichtigklärung dieser Bestimmung hätte jedoch zur Folge, dass Personen, die nicht in Belgien wohnen und für die aufgrund ihres eigenen Rechts, wegen der Beschäftigung im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt, aufgrund der Zuweisungsregeln der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 die föderale belgische Gesetzgebung anwendbar ist, unter Verletzung des europäischen Gemeinschaftsrechts vom Anwendungsbereich der Pflegeversicherung ausgeschlossen würden.

Unter Berücksichtigung der in B.5.1 angeführten Antwort des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften auf die vierte Vorabentscheidungsfrage, die ihm unterbreitet wurde, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 aufrechtzuerhalten bis zum Inkrafttreten von Bestimmungen, die angenommen werden, um die festgestellte Verfassungswidrigkeit zu beheben, und spätestens bis zum 31. Dezember 2009.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 4 § 2ter des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, eingefügt durch Artikel 2 des Dekrets vom 30. April 2004 zur Abänderung des Dekrets vom 30. März 1999 zur Organisation der Pflegeversicherung, für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten neuer Bestimmungen, spätestens jedoch bis zum 31. Dezember 2009 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Januar 2009.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.